COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME

PROCES-VERBAL

SEANCE DU 17 NOVEMBRE 2025

Date d'affichage et de mise en ligne de la liste des délibérations examinées : 20 novembre 2025.

L'an deux mille vingt-cinq, le 17 novembre, à 18 heures, le Conseil Communautaire de l'Est de la Somme, légalement convoqué, s'est réuni au pôle multifonction de NESLE, sous la présidence de Monsieur José RIOJA, Président.

Etaient présents tous les membres en exercice, à l'exception de MM. ACQUAIRE Alain, BARBIER Marc, DOUTART Jean-Luc, BOITEL Francis, Mmes VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, CHAPUIS-ROUX Elodie, M. BRUCHET Antoine, Mme RIQUIER Julie, MM. DEGENNE Laurent, FORMAN Nicolas, RIMETTE Jean-Michel, LEFEVRE Philippe, URIER Francis, MUSEUX Gérard, DELVILLE Jean-Pierre, SCHIETTECATTE Benoît, LEMAITRE Jean-Pierre, JOLY Vincent.

M. BARBIER Marc avait donné pouvoir à M. LALOI François.
M. DOUTART Marc avait donné pouvoir à M. BLONDELLE Pascal.
M. BOITEL Francis avait donné pouvoir à M. VASSENT Christophe.
Mme VASSEUR Julie avait donné pouvoir à M. ZOIS Christophe.
Mme VERGULDEZOONE Nathalie avait donné pouvoir à M. ORIER Francis.
Mme CHAPUIS-ROUX Elodie avait donné pouvoir à Mme DELEFORTRIE Luciane.
Mme RIQUIER Julie avait donné pouvoir à M. RIOJA José.
M. DEGENNE Laurent avait donné pouvoir à M. WISSOCQ Jean-Marc.
M. FORMAN Nicolas avait donné pouvoir à M. DEMULE Frédéric.
M. RIMETTE Jean-Michel avait donné pouvoir à M. SALOME André.
M. LEFEVRE Philippe avait donné pouvoir à Mme POTURALSKI Patricia.
M. SCHIETTECATTE Benoît avait donné pouvoir à Mme SPRYSCH Aline.
M. JOLY Vincent avait donné pouvoir à M. LECOMTE Frédéric.

M. URIER Francis était représenté par M. LETOMBE Marc-André, suppléant.
M. LEMAITRE Jean-Pierre était représenté par M. VINCHON André-Patrick, suppléant.

Secrétaire de séance : Mme LARDOUX Catherine

Avant d'ouvrir la séance et avant de faire l'appel, M. RIOJA a souhaité informer d'un changement concernant le système de vote en conseil communautaire. A compter d'aujourd'hui les boitiers remplacent les tablettes qui étaient utilisées jusqu'à présent.

M. MERLIER Jacques procède à l'appel des Conseillers et énonce les pouvoirs.

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DE COMPETENCES CONFIEES AU PRESIDENT

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant :

DECISION N°2025-13 :

MARCHE DE TRANSPORT

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoirs de l'organe délibérant au Président,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2022-186, autorisant le Président à préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, de fournitures et de services passé selon la procédure adapté,

Vu l'annonce au BOAMP sus la référence 25-33415, publiée le 25 Mars 2025,

Vu le marché de transport d'élèves scolarisés dans les communes membres de la Communauté de communes de l'Est de la Somme vers deux services communautaires, le Centre Aquatique et le Pôle culturel,

Vu l'avis favorable de la Commission d''Appel d'Offre en date du 11 Juin 2025,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – D'attribuer le marché au candidat suivant, pour une durée d'exécution d'un an, reconductible trois fois un an, à compter de la date de notification du 19 Août 2025 :

- Le transport d'élèves scolarisés dans les communes membres de la Communauté de communes de l'Est de la Somme vers le Centre aquatique et le Pôle culturel, à la société SAS CARS PERDIGEON selon les modalités des pièces financières (BPU, DQE)

DECISION N°2025-14 :

MARCHE DE TRANSPORT : AVENANT N°1

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoirs de l'organe délibérant au Président,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2022-186, autorisant le Président à préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, de fournitures et de services passé selon la procédure adapté,

Vu l'annonce au BOAMP sus la référence 25-33415, publiée le 25 Mars 2025,

Vu le marché de transport d'élèves scolarisés dans les communes membres de la Communauté de communes de l'Est de la Somme vers deux services communautaires, le Centre Aquatique et le Pôle culturel,

Vu l'avis favorable de la Commission d''Appel d'Offre en date du 11 Juin 2025,

Vu la notification du marché à la société SAS CARS PERDIGEON en date du 19 Août 2025,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – De signer l'avenant n°1 permettant l'adjonction de plusieurs lignes de prestations sur le bordereau de prix unitaires (BPU) afin de mieux répondre aux besoins des écoles du territoire.

ARTICLE 2 – Le Directeur Général des Services et le receveur de la Communauté de Communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION N°2025-15 :

ACTE DE NOMINATION DE MANDATAIRES SUPPLEANTS REGIE DE RECETTES ET D'AVANCES DE LA NOUVELLE SCENE

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération du 11 janvier 2017, autorisant le président à créer les régies intercommunales en application de l'article L 2122-22 al.7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté en date du 13 octobre 2021 instituant une régie de recettes et d'avances pour l'exploitation de l'équipement communautaire « La Nouvelle Scène » situé 8 Boulevard de l'Avenir à Nesle,

Vu la décision modificative n° 2021-6 du 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté suscité,

Vu la décision n° 2021-7 du 18 octobre 2021 portant sur la nomination du régisseur titulaire et du mandataire suppléant de la régie de recettes et d'avances de la nouvelle scène,

Vu la décision modificative n° 2021-9 du 30 novembre 2021 modifiant l'arrêté suscité,

Vu la décision modificative n° 2022-5 du 07 juillet 2022 modifiant l'arrêté suscité,

Vu la décision n° 2022-8 du 16 septembre 2022 portant sur la nomination de mandataires de la régie de recettes et d'avances de la nouvelle scène,

Vu la décision n° 2022-11 du 08 décembre 2022 portant sur la nomination d'un mandataire suppléant de la régie de recettes et d'avances de la nouvelle scène,

Vu la décision modificative n° 2024-5 du 20 mars 2024 modifiant l'arrêté suscité,

Vu la décision n° 2024-21 du 13 juin 2024 portant sur la nomination d'un mandataire suppléant de la régie de recettes et d'avances de la nouvelle scène,

Vu la décision n° 2024-22 du 13 juin 2024 portant sur la cessation des fonctions d'un mandataire suppléant de la régie de recettes et d'avances de la nouvelle scène,

Vu la décision modificative n°2025-5 du 08 avril 2025 modifiant l'arrêté suscité,

Considérant les mouvements de personnel au sein de la nouvelle scène et la nécessité du bon fonctionnement de cette régie,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 septembre 2025,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – Il est mis fin aux fonctions de mandataire suppléant de la régie de recettes et d'avances de la nouvelle scène exercées par Madame RETHEL Séverine.

ARTICLE 2 – Mesdames STEENKEST Sandrine, FOUQUET Virginie, MASSONNET Hélène et Monsieur PONCHAUX Fabrice sont nommés mandataires suppléants de la régie de recettes et d'avance de la nouvelle scène avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 3 – Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont, conformément à la réglementation en vigueur, chargés de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus ou dépensés ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

ARTICLE 4 – Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, ni effectuer de dépenses

non mentionnées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

ARTICLE 5 – Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

ARTICLE 6 – Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus d'appliquer, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle en vigueur.

ARTICLE 7 - Le Président de la Communauté de communes de l'Est de la Somme et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION N° 2025 -16 :

DECISION D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE DANS LE CADRE DU SRDEII A LA SOCIETE CAFE DE LA POSTE

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération du 26 septembre 2024 n° 2024-146 approuvant la charte d'engagement entre la Région Hauts-de-France et la CCES,

Vu la charte d'engagement signée le 14 novembre 2024 par le Président de la Région Hauts-de-France, Xavier BERTRAND et le 07 octobre 2024 par le Président de la CCES, José RIOJA,

Vu la délibération 2024-145 autorisant le Président à signer la convention de partenariat relative au financement des entreprises avec la Région Hauts-de-France,

Vu le dossier de demande d'aidé déposé par la société CAFE DE LA POSTE (SIRET : 889 407 995 000 14) située à Matigny (80400) le 16 septembre 2025,

Vu la l'avis favorable du comité d'attribution du 22 septembre 2025,

Considérant que l'entreprise porte un projet de rénovation,

Considérant que ce projet s'inscrit dans les objectifs du SRDEII et répond aux critères d'éligibilité fixés par la convention Région Hauts-de-France – Communauté de communes de l'Est de la Somme,

Considérant que le versement de l'aide pourra se faire une fois l'ensemble des justificatifs présentés (règlement des aides),

Considérant que le demandeur peut réaliser les travaux ou l'investissement jusqu'à dix-huit mois après la date de notification de l'aide,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – D'accorder à la société CAFE DE LA POSTE une subvention de 4 233,14€.
ARTICLE 2 – Le versement de la subvention interviendra selon les modalités prévues par le règlement d'attribution de l'aide.
ARTICLE 3 – Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations inscrites au règlement d'attribution de l'aide
ARTICLE 4 – La présente décision sera notifiée à l'entreprise bénéficiaire.

DECISION N° 2025 -17 :

DECISION D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE DANS LE CADRE DU SRDEII A LA SOCIETE COMPTOIR DU PLASTIC

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération du 26 septembre 2024 n° 2024-146 approuvant la charte d'engagement entre la Région Hauts-de-France et la CCES,

Vu la charte d'engagement signée le 14 novembre 2024 par le Président de la Région Hauts-de-France, Xavier BERTRAND et le 07 octobre 2024 par le Président de la CCES, José RIOJA,

Vu la délibération 2024-145 autorisant le Président à signer la convention de partenariat relative au financement des entreprises avec la Région Hauts-de-France,

Vu le dossier de demande d'aidé déposé par la société COMPTOIR DU PLASTIC (SIRET : 305 480 121 000 22) située à HAM (80400) le 16 mai 2025,

Vu la l'avis favorable du comité d'attribution du 22 septembre 2025,

Considérant que l'entreprise porte un projet d'investissement matériel,

Considérant que ce projet s'inscrit dans les objectifs du SRDEII et répond aux critères d'éligibilité fixés par la convention Région Hauts-de-France – Communauté de communes de l'Est de la Somme,

Considérant que le versement de l'aide pourra se faire une fois l'ensemble des justificatifs présentés (règlement des aides),

Considérant que le demandeur peut réaliser les travaux ou l'investissement jusqu'à dix-huit mois après la date de notification de l'aide,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – D'accorder à la société COMPTOIR DU PLASTIC une subvention de 608 €.

ARTICLE 2 – Le versement de la subvention interviendra selon les modalités prévues par le règlement d'attribution de l'aide.
ARTICLE 3 – Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations inscrites au règlement d'attribution de l'aide
ARTICLE 4 – La présente décision sera notifiée à l'entreprise bénéficiaire.

DECISION N° 2025-18 :

DECISION D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE DANS LE CADRE DU SRDEII A LA SOCIETE MIKA CONTROLE

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération du 26 septembre 2024 n° 2024-146 approuvant la charte d'engagement entre la Région Hauts-de-France et la CCES,

Vu la charte d'engagement signée le 14 novembre 2024 par le Président de la Région Hauts-de-France, Xavier BERTRAND et le 07 octobre 2024 par le Président de la CCES, José RIOJA,

Vu la délibération 2024-145 autorisant le Président à signer la convention de partenariat relative au financement des entreprises avec la Région Hauts-de-France,

Vu le dossier de demande d'aidé déposé par la société MIKA CONTROLE (SIRET : 388 013 633 00010) située à Sancourt (80726) le 21 août 2025,

Vu la l'avis favorable du comité d'attribution du 22 septembre 2025,

Considérant que l'entreprise porte un projet d'investissement matériel,

Considérant que ce projet s'inscrit dans les objectifs du SRDEII et répond aux critères d'éligibilité fixés par la convention Région Hauts-de-France – Communauté de communes de l'Est de la Somme,

Considérant que le versement de l'aide pourra se faire une fois l'ensemble des justificatifs présentés (règlement des aides),

Considérant que le demandeur peut réaliser les travaux ou l'investissement jusqu'à dix-huit mois après la date de notification de l'aide,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – D'accorder à la société MIKA CONTROLE une subvention de 1 056€.
ARTICLE 2 – Le versement de la subvention interviendra selon les modalités prévues par le règlement d'attribution de l'aide.
ARTICLE 3 – Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations inscrites au règlement d'attribution de l'aide

ARTICLE 4 – La présente décision sera notifiée à l'entreprise bénéficiaire.

DECISION N° 2025-19 :

DECISION D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE DANS LE CADRE DU SRDEII A LA SOCIETE Garage Arnaud DE GAVRE

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération du 26 septembre 2024 n° 2024-146 approuvant la charte d'engagement entre la Région Hauts-de-France et la CCES,

Vu la charte d'engagement signée le 14 novembre 2024 par le Président de la Région Hauts-de-France, Xavier BERTRAND et le 07 octobre 2024 par le Président de la CCES, José RIOJA,

Vu la délibération 2024-145 autorisant le Président à signer la convention de partenariat relative au financement des entreprises avec la Région Hauts-de-France,

Vu le dossier de demande d'aidé déposé par la société Garage Arnaud DE GAVRE (SIRET : 515 067 213 000 14) située à Eppeville (80400) le 07 janvier 2025,

Vu la l'avis favorable du comité d'attribution du 22 septembre 2025,

Considérant que l'entreprise porte un projet d'investissement matériel,

Considérant que ce projet s'inscrit dans les objectifs du SRDEII et répond aux critères d'éligibilité fixés par la convention Région Hauts-de-France – Communauté de communes de l'Est de la Somme,

Considérant que le versement de l'aide pourra se faire une fois l'ensemble des justificatifs présentés (règlement des aides),

Considérant que le demandeur peut réaliser les travaux ou l'investissement jusqu'à dix-huit mois après la date de notification de l'aide,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – D'accorder à la société GARAGE ARNAUD DE GAVRE une subvention de 3 595,80€.
ARTICLE 2 – Le versement de la subvention interviendra selon les modalités prévues par le règlement d'attribution de l'aide.
ARTICLE 3 – Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations inscrites au règlement d'attribution de l'aide
ARTICLE 4 – La présente décision sera notifiée à l'entreprise bénéficiaire.

2025-129
APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 03 SEPTEMBRE 2025

Monsieur le Président invite l'Assemblée à approuver le procès-verbal du Conseil Communautaire du 03 septembre 2025.

Le procès-verbal n'appelle aucune observation.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour et 1 n'a pas pris part au vote (M. BARBIER Marc),

Approuve le procès-verbal du Conseil Communautaire du 03 septembre 2025, ci-annexé.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-130
APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 17 SEPTEMBRE 2025

Monsieur le Président invite l'Assemblée à approuver le procès-verbal du Conseil Communautaire du 17 septembre 2025.

Le procès-verbal n'appelle aucune observation.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour et 1 n'a pas pris part au vote (M. PECRIAUX Lucas).

Approuve le procès-verbal du Conseil Communautaire du 17 septembre 2025, ci-annexé.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-131
MAINTIEN OU NON DES FONCTIONS DE VICE-PRESIDENTE APRES RETRAIT DES DELEGATIONS

M. RIOJA : Mesdames, Messieurs les conseillers communautaires, Il a été porté à ma connaissance l'existence d'un groupe de messagerie intitulé « Tous en colère contre le directeur de l'école de musique », regroupant à la fois des agents du service, des parents d'élèves et une élue communautaire : Mme Justine POLIN, treizième vice-présidente de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme. L'analyse des échanges révèle que ce groupe n'avait en rien pour vocation d'apaiser les tensions ou de défendre l'intérêt collectif du service, mais visait clairement à mettre en cause et à affaiblir la position du directeur de l'école de musique pour le pousser, coûte que coûte, à la sortie. L'un des membres du groupe y a d'ailleurs explicitement revendiqué avoir déjà participé à la mise en difficulté du directeur dans une autre collectivité et a encouragé les autres à reproduire la même démarche au sein de notre école de musique. Ces propos traduisant sans ambiguïté la finalité du groupe : une volonté concertée de destabilisation. Mme POLIN a pris une part active à ces échanges et n'a fait preuve d'aucune modération. Elle a au contraire partagé ou encouragé des réflexions sarcastiques, notamment en relayant l'idée que les instruments manquants seraient entreposés dans le sous-sol de la maison du directeur, donnant ainsi crédit à des insinuations infondées relevant de la diffamation. Elle a tenu à plusieurs reprises des propos moqueurs ou méprisants à son égard, en le qualifiant de termes peu élogieux et en partageant des jugements personnels sur son caractère et sur ses compétences professionnelles, à l'ensemble des membres du groupe. Lorsque Mme POLIN évoque que de nombreux parents lui ont exprimé leur satisfaction d'avoir inscrit leurs enfants à l'école de musique lors de la journée des portes ouvertes, elle a réagi par des symboles exprimant le dégoût et a indiqué avoir dissimulé son malaise, manifestant ainsi un profond mépris à l'égard du service qu'elle était pourtant chargée de défendre. Par ailleurs, dans ce groupe, elle a partagé des conseils aux enseignants, membres du groupe, dans la rédaction de leurs courriers destinés à la collectivité afin qu'ils paraissent spontanés et non coordonnés en amont. Je vous le dis très clairement : ce ne sont pas les valeurs que je partage. Et j'assume ma position. Je ne m'abrite pas derrière un groupe WhatsApp pour éviter de dire les choses en face. J'ai le courage de mes convictions, et lorsque quelque chose ne va pas, je vais voir les personnes capables d'y remédier. Je préfère mille fois le dialogue, même difficile, plutôt que de participer à une cabale contre un directeur ou contre n'importe quel agent de cette collectivité. Ces comportements, qui dépassent largement la simple liberté d'expression, ont contribué à dégrader la relation entre la direction de l'école de musique et les enseignants, à attiser les tensions existantes et à semer le doute parmi plusieurs parents d'élèves sur le bon fonctionnement du service. Ils ont eu pour conséquence directe d'altérer l'image de la Communauté de Communes et de compromettre la cohésion nécessaire entre les élus, les agents et les usagers. La participation de Mme POLIN à ces échanges, en qualité de vice-présidente, a ainsi porté atteinte à la loyauté et à l'exemplarité que sa fonction exigeait. Il convient de souligner que Mme POLIN n'a jamais exercé d'alerte ou de signalement vis-à-vis de moi ou des services communautaires avant d'alimenter des discussions. En sa qualité d'élue locale, et même de vice-présidente, elle avait non seulement le droit mais surtout le devoir de la faire. Aucun échange, ni oral ni écrit, ne témoigne d'une tentative de sa part de saisir les instances compétentes pour évoquer d'éventuelles difficultés au sein de l'école de musique. Cette abstention volontaire démontre que son action n'était pas motivée par la recherche d'une solution, mais par la volonté d'entretenir un débat parallèle, dépourvu de toute légitimité. En outre, sa fonction de vice-présidente lui conférait une figure d'autorité et une crédibilité particulière aux yeux des autres membres du groupe. Ses prises de position ont donc pu être perçues comme une validation implicite des propos tenus et comme une caution morale donnée à la mise en cause du directeur. Depuis le début de la mandature, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme conduit une action publique fondée sur la cohérence, la transparence et le respect mutuel. En relayant des propos dénigrants au-delà du

cadre interne, Mme POLIN s'est écartée de ces valeurs, a fragilisé la confiance qui unit la collectivité à ses usagers et porté atteinte à l'image du service public culturel, dont la sérénité constitue l'un des fondements de notre action. Une vice-présidente, par sa fonction, incarne la cohésion de la collectivité. La participation de Mme POLIN à ce groupe de discussion conflictuel, en dehors de toute voie institutionnelle, a rompu cette cohésion et rendu impossible la poursuite d'une collaboration fondée sur la confiance. Le maintien de Mme POLIN dans une fonction exécutive est, de fait, devenu incompatible avec les exigences de loyauté et de responsabilité qui fondent l'action communautaire. Conformément au Code Général des collectivités territoriales, j'ai pris le 12 septembre 2025 la décision de lui retirer l'ensemble de ses délégations. Il appartient désormais au Conseil Communautaire de se prononcer sur le maintien ou non de Mme POLIN dans ses fonctions de vice-présidente. Je tiens à lever toute ambiguïté. Cette décision n'est pas le résultat d'un règlement de comptes politique sur des divergences d'opinion, comme Mme POLIN a pu le laisser entendre lors du dernier conseil communautaire en liant son retrait de délégation à son vote contre le budget. Je suis surpris par cet argument, car je rappelle que ce vote était à bulletin secret et que, jusqu'à sa déclaration, j'ignorais quel avait pu être son vote. Le retrait de ses délégations, vous l'aurez compris, ne repose donc pas sur des divergences politiques ou sur une opposition de fond aux orientations de la collectivité. Il repose uniquement sur des faits, sur des comportements de nature à porter préjudice à la collectivité et incompatibles avec les attendus et les obligations d'un élu. Il est, reconnaissons-le, beaucoup plus facile, une fois que l'on a « la main dans le pot de confiture », de crier au complot plutôt que d'assumer ses responsabilités et de répondre de ses actes. Au regard des faits établis, de leur portée sur le fonctionnement et la réputation du service public, et de leur contradiction manifeste avec les valeurs fondamentales portées par la collectivité, il apparaît que les conditions ne sont plus réunies pour permettre à Mme POLIN de continuer à exercer des responsabilités exécutives.

M. RIOJA demande à l'assemblée l'accord ou non pour le vote à bulletin secret.

Mme POLIN : Cher président avant de passer au vote, je vais vous demander la parole.

M. RIOJA : Allez-y je vous en prie.

Mme POLIN : M. le Président, Mesdames, Messieurs les élus, j'entends comme vous les mots du Président qui viennent d'être prononcés. Ils sont durs, injustes. Je préfère les recevoir effectivement avec calme et sourire parce que je reste profondément attachée à la dignité de cette assemblée et je préfère que ma prise de parole s'attache à cela. Les yeux de notre communauté, ensemble sont tous braqués sur nous et c'est pour ça que je souhaite prendre mon souffle, prendre mon temps et éviter l'emportement. Vous avez eu la version du Président, c'est la sienne, c'est son interprétation. Depuis le 17 septembre, j'ai subi souvent à couvert cela dit, des pressions, des menaces et même des courriers anonymes adressés à différents services, à différentes personnes, des lieux où je travaille, des lieux où je suis bénévole, toujours avec le même et seul objectif, me pousser à la démission de mes fonctions. Ces courriers sont actuellement entre les mains d'une personne qualifiée qui fera le nécessaire. Je ne suis ni la première et probablement pas la seule à avoir ressenti ce climat nauséabond. Par contre je souhaite ardemment être la dernière. On reproche aujourd'hui une participation à une discussion privée. On m'y accole mon titre de vice-présidente dans cette discussion privée. Je le redis avec sincérité mes interventions ont toujours été mesurées, factuelles et motivées par un seul souci celui de comprendre et de protéger un service culturel auquel je suis profondément liée et toujours actuellement attachée. Dans ce cadre il est impossible d'ignorer puisque vous l'avez mis sur la table, l'évolution de l'école

intercommunale de musique. Depuis 2021, on constate une évolution restrictive et centralisée du règlement intérieur. Les critères d'admission et de progression sont devenus plus que strictes. Les obligations et les sanctions, ce sont multipliées. Les modifications annuelles depuis 2021 traduisent désormais une gestion d'avantage politique que pédagogique. Et le principe d'ouverture culturelle, pourtant affirmé dans le projet d'établissement de départ de 2020, s'efface peu à peu derrière une logique de contrôle administrative pure. En somme, cette école, que j'aime profondément et à laquelle je me rends 2 fois par semaine, devait être un lieu d'émancipation, de culture, de partage, et tout comme moi, tout comme notre territoire ce soir, elle suffoque. Il semble passer d'un service public inclusif à un dispositif élitiste, normatif en contradiction avec la vocation originelle de la musique. Celle d'un outil d'éducation, celle d'un outil de dialogue, d'épanouissement et de cohésion sociale. C'est ce constat et seulement celui-là qui m'a conduite à exprimer des inquiétudes, je le répète dans un groupe privé dans laquelle je vous le dis, je suis adhérente à un service public depuis 2018. Je n'ai jamais tenu de propos injurieux. Les exemples cités me font sourire, ni chercher à nuire à qui que ce soit. Je n'ai pas dévoyé mon mandat. J'ai simplement exercé ma liberté de parole avec franchise, avec la loyauté que connaissent ceux qui ont travaillé à mes côtés dans différentes réunions. On parle d'atteinte à l'honneur quand on écoute bien le discours du Président mais je crois au contraire que l'honneur d'une collectivité, c'est sa capacité à accepter des contradictions, des difficultés et pas à les minimiser, à écouter les inquiétudes de chacun et pas à dire que ces inquiétudes sont exacerbées par une seule personne. Ce serait me faire bien trop d'honneur, à débattre sans menacer. Dans toutes mes délégations : GEMAPI, PCAET, je me suis investie avec constance, rigueur et respect. Et cette assemblée peut en témoigner. Je n'ai jamais cherché la proximité politique ou le confort bien au contraire, seulement l'efficacité au service de nos habitants. Les propos exagérés et déformés qui me sont aujourd'hui reprochés ne traduisent pas une faute. Ils traduisent la peur dans un système devenu trop fermé. Je veux ici affirmer calmement que la peur ne peut plus être un mode de gouvernance. Elle abime les personnes, les équipes, la confiance que les citoyens vont nous accorder. Je demande donc non pour moi mais pour l'avenir de cette collectivité que nous changions de méthode et de climat. A l'image du souvenir de ce vote qui en a concerné d'autres, il y a peu, n'est ce pas cher Didier, je vous invite à ne pas avoir la même crédulité que celle que la jeune élue que j'étais a eu en faisant une confiance aveugle. Cela a été mon tort et j'ai eu aucun mal à le voir. Que chacun puisse s'exprimer sans crainte de représailles, qu'un désaccord ne soit plus synonyme d'exclusion et qu'on retrouve ensemble le sens du collectif. J'ai la conviction et la force ce soir pour vous dire qu'aujourd'hui je ne vais pas me taire, je ne vais pas fuir ni les services de la collectivité que je fréquente depuis si longtemps ni cette assemblée ni ma vice-présidence, mais continuer de parler avec calme, avec respect, avec les valeurs qui sont les miennes et que vous connaissez. Et j'espère sincèrement que mon cas servira au moins à cela à rappeler que la démocratie locale doit se nourrir du dialogue pas de la peur, pas de celle que je subis depuis le 17 septembre. Et surtout de la peur insinuée envers nos élus. C'est pour ça que ce soir je vous demanderai expressément un vote simple, j'estime que nous n'avons pas besoin ce soir de voter à bulletin secret. Je vous remercie.

M. RIOJA : Merci Madame, vous vous êtes exprimée, je pense qu'il appartient maintenant aux élus de décider en toute légitimité. Je demande ce que vous souhaitez faire. Souhaitez-vous que ce vote se fasse à bulletin secret, si oui levez la main. Je confirme donc, ce vote se fera à bulletin secret.

L'article L. 2122-18 du CGCT dispose que lorsqu'un maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions. La délibération est adoptée selon les modalités générales prévues à l'article L. 2121-21 du CGCT et non

celles de l'article L. 2122-7 du CGCT (CE, 1er août 2013, n°365016 / CE, 5 juillet 2018, n°412721). Le vote s'effectue au scrutin public et non au scrutin secret (TA Strasbourg, 16 janvier 2019, n°174598).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-21, L. 2122-18 et L. 5211-2,

Vu la délibération n° 2020-50 en date du 15 juillet 2020 fixant le nombre de Vice-Présidents à 13,

Vu la délibération n° 2020-51 en date du 15 juillet 2020 portant élection des Vice-Présidents,

Le Conseil Communautaire, par délibération n° 2020-51 en date du 15 juillet 2020, a élu Madame Justine POLIN en qualité de 13ème Vice-Président de la Communauté de Communes.

Par arrêté n° 2020-144 du 30 juillet 2020, Monsieur le Président a accordé des délégations de fonctions à Madame Justine POLIN concernant les domaines suivants : GEMAPI, développement durable.

Vu l'arrêté n° 2025-143 du 12 septembre 2025 portant retrait des délégations de fonctions accordées à Madame Justine POLIN,

Conformément à l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités territoriales, applicable aux EPCI par renvoi de l'article L. 5211-2 du même Code, lorsque le Président a retiré les délégations qu'il avait données à un Vice-Président, le Conseil Communautaire doit se prononcer sur le maintien du Vice-Président dans ses fonctions.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer pour ou contre le maintien de Madame Justine POLIN dans ses fonctions de Vice-Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à bulletin secret, par 33 voix pour, 25 voix contre, 1 n'a pas pris part au vote.

Décide de maintenir Madame POLIN Justine dans ses fonctions de Vice-Président de la Communauté de Communes.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-132
DECISION MODIFICATIVE N°2 - 2025
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,

Vu la nomenclature comptable M49,

Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,

Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,

Vu la délibération n°2025-106 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Assainissement collectif,

Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe Assainissement Collectif

DECISION MODIFICATIVE N° 2 / 2025 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
Total FONCTIONNEMENT	- €	- €	- €	- €
INVESTISSEMENT				
D-45812501 : Travaux pour compte de tiers - Commune Eppeville EP Maréchal Leclerc		50 000,00 €		
D-45812502 : Travaux pour compte de tiers - SIAEP- Eau Potable Maréchal Leclerc		50 000,00 €		
TOTAL D 4581 : Opérations pour comptes de tiers	- €	**100 000,00 €**	- €	- €
D-45822501 : Travaux pour compte de tiers - Commune Eppeville EP Maréchal Leclerc				50 000,00 €
D-45822502 : Travaux pour compte de tiers - SIAEP- Eau Potable Maréchal Leclerc				50 000,00 €
TOTAL R 4582 : Opérations pour comptes de tiers	- €	- €	- €	**100 000,00 €**
Total INVESTISSEMENT	- €	**100 000,00 €**	- €	**100 000,00 €**

Total Général	**100 000,00 €**	**100 000,00 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. LEPERE Didier).

. approuve la décision modificative n°2 du Budget annexe Assainissement collectif, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 24/11/2025

2025-133

OUVERTURE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) – AP25-A2

TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS – RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE RUE DU MARECHAL LECLERC EPPEVILLE

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité des dépenses la 1ère année.

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers à moyen terme.

Vu les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements programmés. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme correspondante. Les crédits de paiements constituent les prévisions annuelles inscrites au budget principal.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Les autorisations de programmes ainsi que leurs révisions sont présentées par le Président et votées par le Conseil communautaire par délibération distincte lors du vote du budget ou d'une décision modificative.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que le calendrier de paiement. Les crédits de paiement non utilisés sont repris l'année suivante par délibération du conseil communautaire au moment du bilan annuel d'exécution des AP/CP Les autres modifications doivent faire l'objet d'une délibération. Le suivi est retracé dans une annexe au budget.

S'agissant du budget annexe Assainissement Collectif dont le régime fiscal est hors taxe, les montants de l'autorisation de programme et des crédits de paiement sont indiqués en HT.

Vu la convention de délégation de maitrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, la commune d'Eppeville et le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'Eppeville Esmery-Hallon,

Considérant que les travaux relatifs à cette AP/CP seront intégralement remboursés, par le SIAEP d'Eppeville Esmery-Hallon, par la comptabilisation d'écritures au compte 458 « Opérations pour le compte de tiers »,

Il est donc proposé d'ouvrir, pour 2025, l'autorisation de programme et les crédits de paiement sur l'opération suivante :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP 2025 HT	CP 2026 HT	CP 2027 HT
AP25-A2	Travaux pour compte de tiers - Renouvellement du réseau d'eau potable Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	784 377,60 €	50 000,00 €	300 863,80 €	433 513,80 €

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. LEPERE Didier),

.autorise l'ouverture de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle qu'indiquée dans le tableau ci-dessus,

.autorise le Président, à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2025, 2026 et 2027 indiqués dans le tableau ci-dessus.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-134
OUVERTURE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) – AP25-A1
TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS – REPRISE DES RESEAUX D'EAUX PLUVIALES RUE DU MARECHAL LECLERC EPPEVILLE

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité des dépenses la 1ère année.

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers à moyen terme.

Vu les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements programmés. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme correspondante. Les crédits de paiements constituent les prévisions annuelles inscrites au budget principal.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Les autorisations de programmes ainsi que leurs révisions sont présentées par le Président et votées par le Conseil communautaire par délibération distincte lors du vote du budget ou d'une décision modificative.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que le calendrier de paiement. Les crédits de paiement non utilisés sont repris l'année suivante par délibération du conseil communautaire au moment du bilan annuel d'exécution des AP/CP Les autres modifications doivent faire l'objet d'une délibération. Le suivi est retracé dans une annexe au budget.

S'agissant du budget annexe Assainissement Collectif dont le régime fiscal est hors taxe, les montants de l'autorisation de programme et des crédits de paiement sont indiqués en HT.

Vu la convention de délégation de maitrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, la commune d'Eppeville et le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'Eppeville Esmery-Hallon,

Considérant que les travaux relatifs à cette AP/CP seront intégralement remboursés, par la commune d'Eppeville, par la comptabilisation d'écritures au compte 458 « Opérations pour le compte de tiers »,

Il est donc proposé d'ouvrir, pour 2025, l'autorisation de programme et les crédits de paiement sur l'opération suivante :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP 2025 HT	CP 2026 HT	CP 2027 HT
AP25-A1	Travaux pour compte de tiers - Reprise des réseaux d'eaux pluviales Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	1 471 214,29 €	50 000,00 €	930 198,09 €	491 016,20 €

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. LEPERE Didier),

.autorise l'ouverture de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle qu'indiquée dans le tableau ci-dessus,

.autorise le Président, à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2025, 2026 et 2027 indiqués dans le tableau ci-dessus,

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-135
ADMISSION EN NON VALEUR ET CREANCES ETEINTES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les instructions budgétaires et comptables M57 et M49, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables,

Pour rappel, les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par une collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité des créances peut être, soit temporaire dans le cas des créances admises en non-valeur, soit définitive dans le cas de créances éteintes.

L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire.

Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

En cas de refus d'admettre la non-valeur, l'assemblée doit motiver sa décision et préciser au comptable les moyens de recouvrement qu'elle souhaite qu'il mette en œuvre.

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. L'assemblée délibérante n'a dans ce cas de figure pas à se prononcer.

Les créances sont éteintes notamment dans les cas suivants :

- Prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article L. 643-11 du code de commerce),
- Prononcé d'un jugement de surendettement avec effacement de dettes.

L'état des créances éteintes dressé par le comptable public (ci-annexé) fait apparaître :

- Des créances éteintes pour un montant total de 624,93 € concernant le budget annexe Assainissement collectif.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve l'admission en non-valeur de créances éteintes des titres récapitulés dans les documents annexés pour un montant de 624,93 € pour le budget annexe Assainissement collectif,
. approuve que les crédits nécessaires soient inscrits au chapitre 65 du budget concerné de l'exercice en cours,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-136
AJUSTEMENT DES PROVISIONS COMPTABLES POUR CREANCES DOUTEUSES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, notamment la procédure relative aux créances irrecouvrables,

La constitution de provisions comptables est obligatoire dès l'ouverture d'un contentieux en première instance, dès l'ouverture d'une procédure collective, lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur un compte de tiers est compromis et est possible dès l'apparition de tout risque avéré, comme cela est précisé par l'article R.2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses.

Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité, estimé à partir d'informations communiquées par le comptable.

D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur doivent échanger leurs informations sur les chances de recouvrement des créances. L'inscription des crédits budgétaires puis les écritures de dotations aux provisions ne peuvent être effectuées qu'après concertation étroite et accords entre eux.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficulté de recouvrement (compte tenu notamment de la situation financière du débiteur) ou d'une contestation sérieuse, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater une provision car la valeur des titres de recette pris en charge dans la comptabilité de la collectivité est supérieure à celle attendue. Il existe donc potentiellement une charge latente si le risque se révèle qui, selon le principe de prudence, doit être traitée par le mécanisme comptable de provision, en tout ou partie, en fonction de la nature et de l'intensité du risque.

La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions/dépréciations des actifs circulants ». Les provisions sont semi-budgétaires dans la mesure où elles ne donnent pas lieu à inscription de crédits en section d'investissement (R.2321-3 du CGCT).

L'identification et la valorisation du risque impliquent un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable sur la base de tableaux de bord. L'objectif est d'aboutir à une évaluation la plus précise possible du montant de la provision des créances du fait de leur irrécouvrabilité.

Par délibération n° 2020-158 du 21 décembre 2020, le Conseil Communautaire a opté pour le calcul des dotations aux provisions des créances douteuses à compter de l'exercice 2020 selon la méthode prenant en compte l'ancienneté de la créance comme indice des difficultés pouvant affecter le recouvrement d'une créance, avec des taux forfaitaires de dépréciation applicable de la manière suivante, sans toutefois intégrer les créances détenues auprès des collectivités locales :

Exercice de prise en charge de la créance	Taux de dépréciation
N-1	25%
N-2	50%
N-3	75%
N-4 et antérieur	100%

Des provisions ont déjà été constituées sur les exercices 2020 à 2024, il convient donc de constituer les compléments de provisions nécessaires au 31 décembre 2025 selon les données transmises par le comptable public (consultables au siège de la Communauté de communes).

Concernant l'année 2025, les compléments de provisions à constituer sont les suivants :

	Provisions à constituer au 31/12/2025	Provisions déjà constituées sur exercices antérieurs	Compléments de provisions à constituer
Budget Principal	36 374,42 €	28 413,47 €	7 960,95 €
Budget Annexe Centre Aquatique	292,87 €	215,90 €	76,97 €
Budget Annexe Assainissement Non Collectif	4 749,46 €	4 212,24 €	537,22 €
Budget Annexe Assainissement Collectif	42 537,13 €	28 048,03 €	14 489,10 €
Budget Annexe Bâtiment Industriel	12 746,36 €	5 848,91 €	6 897,45 €
Budget Annexe La Nouvelle Scène	1 109,00 €	250,00 €	859,00 €
Budget Annexe Déchets	25,00 €	10,00 €	15,00 €

Ceci étant exposé,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve l'inscription, au compte 6817, des compléments de provisions pour risques et charges :

- D'un montant de 7 960,95 € pour le Budget Principal,
- D'un montant de 76,97 € pour le Budget annexe Centre aquatique,
- D'un montant de 537,22 € pour le Budget annexe Assainissement non collectif,
- D'un montant de 14 489,10 € pour le Budget annexe Assainissement collectif,
- D'un montant de 6 897,45 € pour le Budget annexe Bâtiment industriel,
- D'un montant de 859,00 € pour le Budget annexe La Nouvelle Scène,
- D'un montant de 15,00 € pour le Budget annexe Collecte et traitement des déchets,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-137
FINANCES
PROVISIONS COMPTE EPARGNE TEMPS AU TITRE DE L'ANNEE 2025

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction comptable M57 des communes et des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu l'Ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 modifiant le régime des provisions,
La Communauté de Communes a instauré le Compte Epargne Temps (CET) pour les agents titulaires et non titulaires conformément au décret 2004-878 du 26 août 2004 relatif à l'introduction du Compte Epargne Temps au sein de la Fonction Publique Territoriale.

Le Compte Epargne Temps permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés dans le cadre des modalités définies dans le Règlement d'application du CET.

Afin de couvrir le coût des congés accordés au titre du Compte Epargne Temps induit par la mise en place de personnels de remplacement ou le financement du transfert des droits sur une nouvelle collectivité employeur, ou encore la monétisation de ces jours du CET rendue possible par le décret n ° 2010-531 du 20 mai 2010, il convient de constituer des provisions budgétaires conformément à la nomenclature comptable M57.

L'instruction comptable M 57, applicable aux communes et aux établissements publics depuis le 1er Janvier 2024 inspirée du plan comptable général des entreprises repose, entre autres, sur les principes de prudence et d'image fidèle qui invitent à ne pas transférer sur l'avenir une incertitude présente. Ces principes trouvent notamment leur application dans le mécanisme des provisions qui permet de constater une dépréciation ou un risque, ou bien d'étaler une charge exceptionnelle. La provision constituée est ajustée annuellement en fonction de l'évolution de la charge potentielle. Elle donne lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsqu'il n'est plus susceptible de se réaliser.

A ce jour, 51 agents de la Communauté de Communes ont ouvert un CET, pour un nombre total de jours épargnés de 547 jours.

Au vu des provisions inscrites les années précédentes et de leur consommation, il est nécessaire d'ajuster le montant de la provision pour le financement de ces congés au titre de l'exercice budgétaire 2025.

	Provisions à constituer au 31/12/2025	Provisions déjà constituées sur exercices antérieurs	Compléments de provisions à constituer
Budget Principal	54 872 €	72 041 €	- 17 169 €

Ceci étant exposé,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve, la reprise des provisions compte épargne temps (CET), au compte 7815, d'un montant de 17 169 € pour le budget principal.

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-138

REVERSEMENT DES ATTRIBUTIONS COMPENSANT LE TRANSFERT DE LA PART CPS DES COMMUNES A UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE

L'article 240-3° du I de la loi de finances pour 2024 fait évoluer les modalités de perception de la compensation part salaires de la taxe professionnelle des communes (CPS) dans un objectif de simplification et de plus grande lisibilité de la dotation forfaitaire des communes.

A compter de 2024, l'intégralité des montants des « parts salaires » (CPS) encore comprise dans la dotation forfaitaire des communes est désormais attribuée aux EPCI à fiscalité propre d'appartenance.

L'article 240-4° du V de la loi de finances pour 2024, codifié à l'article L.5211-32 du code général des collectivités territoriales, prévoit un reversement obligatoire de l'EPCI au bénéfice de ses communes.

A ce titre, les EPCI sont tenus de prendre une délibération avant le 31 décembre 2025 prévoyant le reversement.

Les montants exacts dus par les EPCI au titre du reversement figurent en annexe de l'arrêté ministériel du 16 avril 2025 portant notification des attributions individuelles au titre du reversement de la CPS de la taxe professionnelle des communes, publié au Journal Officiel du 22 mai 2025 et tels que repris dans le tableau ci-après.

Communes	Montant
02604 - PITHON	310,00 €
80034 - ATHIES	6 278,00 €
80097 - BETHENCOURT-SUR-SOMME	273,00 €
80105 - BILLANCOURT	736,00 €
80144 - BROUCHY	9 789,00 €
80158 - BUVERCHY	108,00 €
80226 - CROIX-MOLIGNEAUX	1 220,00 €
80230 - CURCHY	2 234,00 €
80267 - ENNEMAIN	995,00 €
80274 - EPPEVILLE	1 608,00 €
80284 - ESMERY-HALLON	1 696,00 €
80300 - FALVY	427,00 €
80410 - HAM	125 809,00 €
80442 - HOMBLEUX	14 795,00 €
80465 - LANGUEVOISIN-QUIQUERY	1 344,00 €
80474 - LICOURT	1 707,00 €
80519 - MATIGNY	6 648,00 €
80555 - MONCHY-LAGACHE	3 622,00 €
80568 - MORCHAIN	1 392,00 €
80576 - MOYENCOURT	1 455,00 €
80585 - NESLE	57 987,00 €
80669 - RETHONVILLERS	1 272,00 €
80683 - ROUY-LE-GRAND	677,00 €
80701 - SAINT-CHRIST-BRIOST	4 400,00 €
80726 - SANCOURT	1 177,00 €
80811 - VOYENNES	4 984,00 €
TOTAL	**252 943,00 €**

En application de l'article L.5211-32 du code général des collectivités territoriales,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. autorise le reversement de la compensation part salaires de la taxe professionnelle des communes pour l'année 2025.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-139
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
AVIS CONFORME PORTANT SUR LA DEROGATION AU REPOS DOMINICAL FORMULEE PAR LA COMMUNE DE HAM

Dans le cadre des dispositions prévues par le Code du Travail, le repos hebdomadaire des salariés est, en principe, fixé le dimanche. Toutefois, des dérogations peuvent être accordées pour permettre l'ouverture exceptionnelle des commerces de détail certains dimanches, en fonction d'impératifs économiques et commerciaux. Lorsqu'un maire souhaite autoriser l'ouverture de plus de cinq dimanches dans l'année, il doit obligatoirement recueillir l'avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont la commune est membre.

Par courrier en date du 8 septembre 2025, le Maire de Ham a sollicité l'avis conforme de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme (CCES) sur la dérogation permettant l'ouverture exceptionnelle des commerces de détail de sa commune aux dates suivantes : dimanche 4 janvier 2026, dimanche 5 avril 2026, dimanche 21 juin 2026, les dimanches 15, 22 et 29 novembre 2026 ainsi que les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2026.

Ces ouvertures exceptionnelles répondent à des impératifs économiques et visent à soutenir l'activité commerciale locale lors des périodes stratégiques telles que les soldes, les fêtes de fin d'année et les événements commerciaux spécifiques.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Est de la Somme,

Vu l'article L.3132-16 du code du travail,

Considérant que le Code du Travail prévoit que dans l'intérêt des salariés, le repos hebdomadaire est donné le dimanche,

Considérant que selon ce même code, dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal,

Considérant que lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre,

Considérant la demande d'avis du Maire de Ham en date du 8 septembre 2025 pour l'ouverture exceptionnelle des commerces de détails situés sur sa commune, aux dates suivantes : dimanche 4 janvier 2026, dimanche 5 avril 2026, dimanche 21 juin 2026, les dimanches 15, 22 et 29 novembre 2026 ainsi que les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2026.

Considérant que ces ouvertures exceptionnelles sont motivées par des impératifs économiques et commerciaux,

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. donne un avis favorable sur le projet d'ouvertures dominicales exceptionnelles aux dates suivantes :

- dimanche 4 janvier 2026,
- dimanche 5 avril 2026,
- dimanche 21 juin 2026,
- dimanches 15, 22, 29 novembre 2026
- et dimanches 6, 13, 20, 27 décembre 2026

. précise que les dates seront également définies et fixées par un arrêté du Maire de la commune de Ham,

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-140
RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024

La loi de transformation de la fonction publique instaure le Rapport Social Unique qui remplace le bilan social établi précédemment par les collectivités. Outil de dialogue social, le Rapport Social Unique a pour objectif d'aider à la décision et au pilotage des ressources humaines de la collectivité, il permet d'alimenter le dialogue social.

Il est obligatoire tous les ans et comporte des éléments et des données notamment relatives à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, aux parcours professionnels, aux recrutements, à la formation, à la mobilité, à la promotion, à la rémunération, à la diversité, à la lutte contre les discriminations, au handicap, à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail ainsi qu'à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le Rapport Social Unique (RSU) est transmis au Centre de Gestion ce qui permet à la collectivité de comparer ses données avec celles d'autres collectivités de strates similaires, de connaître ses spécificités (absentéisme, formation, mouvement de personnel...), de mesurer l'évolution des données sur plusieurs années.

Le Rapport Social Unique est une obligation légale. Il doit être présenté à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Social Territorial. Ce dernier s'est réuni le 6 novembre 2025 et a émis un vote favorable à l'unanimité.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment en ses articles L231-1 et L231-4,

Vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au Rapport Social Unique dans la fonction publique,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 06/11/25,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. prend acte de la présentation du Rapport Social Unique 2024 ci-annexé.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-141
MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS 2025

M. ZOIS : J'ai vu une personne en moins à la nouvelle scène et une personne en moins à l'école de musique, c'est la même personne ou c'est deux mi-temps ?

M. LECOMTE : Non. C'est une personne à temps complet de 35h pour faire la nouvelle scène à hauteur de 21 h et 14 h à l'école de musique. Aujourd'hui, on se restructure à partir du 1er janvier pour faire l'administratif de l'école de musique autrement, avec des services en interne que l'on a de disponibles. Donc cette personne continue à faire les 21h à la nouvelle scène.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, B ou C dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du code général de le fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme. En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie *B ou C* dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du code général de la fonction publique.

Le contrat L332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles L332-8, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.
Pour tous les emplois permanents créées, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées à l'article L332-14, L332-8-5 ou L332-8 du code général de la fonction publique,
Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 6 novembre 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (Mme POLIN Justine),

.approuve l'ajout sur les délibérations n°2022-169, n°2023-170, n°2023-204 et 2024-106:
« Pour tous les emplois permanents créées, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées à l'article L332-14, L332-8-5 ou L332-8 du code général de la fonction publique, » pour toutes les créations de postes de ses délibérations mentionnées ci-dessus,

.approuve :

- la suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet suite à une promotion interne d'avancement de grade avec examen professionnel,
- la suppression d'un poste d'adjoint administratif à temps complet à la Nouvelle Scène et à l'école de musique à partir du 1er janvier 2026,
- la suppression d'un poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à 8h à partir du 1er décembre 2025,

.approuve :

- la création d'un poste d'adjoint administratif à temps non complet de 21h à la Nouvelle Scène à partir 1er janvier 2026,
- la création d'un poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à 7h à partir du 1er décembre 2025,

.approuve le tableau des emplois permanents 2025 de la collectivité, comme suit :

Filières et cadres d'emplois	Grades	Nombre d'emplois et durée hebdomadaire de service
Emploi fonctionnel de direction	Directeur Général des Services	1 TC
Filière administrative Attachés	Attaché	4 TC
Rédacteurs	Rédacteur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur	1 TC 1 TC 3 TC
Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1 TC

	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1 TC
	Adjoint administratif	7 TC 4 TNC **21h**, 25h, 25h, 30h00
Filière technique Ingénieurs	Ingénieur principal	1 TC
	Ingénieur	1 TC
Techniciens	Technicien principal de 1ère classe	1 TC
	Technicien	3 TC
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise	1 TC
Adjoints techniques	**Adjoint technique principal de 1ère classe**	**2 TC**
	Adjoint technique principal de 2ème classe	4 TC
	Adjoint technique	6 TC 4 TNC 30h, 30h, 23h30, 20h
Filière médico-sociale Educateurs de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants	2 TC
	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	1 TNC 30h
Auxiliaires de puériculture	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	3TC
Agents sociaux	Agent social	4 TC
Filière culturelle Assistants d'enseignement artistique	**Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe**	2 TNC (INT) **7h**, 3h
	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	9 TNC (INT) 20h, 15h, 8h, 10h, 10h, 6h30, 7h, 17h, 8h
Bibliothécaires	Bibliothécaire principal	1 TC
Adjoints du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	2 TC
	Adjoint du patrimoine	2 TC

Filière sportive Educateurs des activités physiques et sportives Opérateur des activités physiques et sportives	 ETAPS OTAPS	 4 TC 2 TNC 6h30, 6h30
Filière animation Animateurs	Animateur principal de 2ème classe	1 TC

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-142
ACQUISITION DE LA PARCELLE AB 436 AUX HARDINES POUR LA CREATION D'UN CHEMIN D'ACCES

Dans le cadre de son projet de valorisation et de développement du secteur des Hardines, dédié aux activités de maraîchage et de jardinage, la Communauté de Communes souhaite créer un chemin permettant d'améliorer la desserte interne de la zone et de favoriser l'accès à la peupleraie attenante.

La réalisation de cet aménagement nécessite la définition précise du tracé du futur chemin, impliquant des découpages fonciers destinés à individualiser les emprises nécessaires à sa création. Afin de permettre la mise en œuvre du projet, la Communauté de Communes doit procéder à l'acquisition des parcelles concernées ou des parties de parcelles situées sur le tracé retenu.

La présente délibération a pour objet d'approuver une partie de ces démarches foncières préalables à la création du chemin des Hardines.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique en date du 08 septembre 2025,

Considérant que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme souhaite acquérir la parcelle AB 436 située sur la commune de Ham,

Considérant que cette parcelle a une superficie de 783 m²,

Considérant que le prix de vente a été fixé à 2 € HT/m², représentant un montant total de 1 566 € net vendeur,

Considérant que l'ensemble des frais, droits, taxes et charges liés à l'acquisition seront intégralement à la charge de l'acquéreur,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 voix contre (Mme GENSE Caroline),

Article 1 : approuve l'acquisition la parcelle AB 436 appartenant à Monsieur GENTIEN, situées sur la commune de Ham, pour un prix de 1 566 € HT net vendeur.

Article 2 : autorise le Président ou le Vice-Président Jean-Marc Wissocq à signer tout acte nécessaire à la cession des parcelles et à prendre toutes les mesures pour l'exécution de la présente délibération.

Parcelle :



Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-143
CESSION DES PARCELLES AD 307 ET AD 23, AD 24, AD 25, AD 422, AD 424, AD 425, AD 426, AD 427, AD 429 à NESLE

M. DEMULE : Petit rappel historique, en fait ce sont des terrains qui appartenaient à l'origine à la commune de NESLE et qui dans les années 60, quand M. GRONIER était Maire et également Président du DISTRICT, avait cédé les terrains à l'époque pour le franc symbolique au DISTRICT pour réaliser l'aménagement de plusieurs lotissements, notamment le lotissement sur la rue Léonce LEROY et la rue des Résistants et la résidence du stade sur la rue Germaine VALLET et la rue Marie CURIE. Depuis le début des années 70, l'entretien des espaces verts et de la voirie est réalisé par les employés communaux. Par ailleurs, de nombreux investissements ont eu lieu ses derniers temps. Il y a notamment eu la construction de bassin de rétention sous la mandature précédente de M. RIOJA, la construction d'un city-stade également à l'époque de M. PILOT et dernièrement plus de deux millions d'euros qui ont été investis au cours de ses cinq dernières années sur la totalité des parcelles qui sont évoquées puisque la commune de NESLE a refait entièrement les chaussées, les trottoirs, les réseaux, l'éclairage public et a changé tous les candélabres. Donc on vient en quelques sortes régulariser une situation qui aurait dû être régularisée depuis longtemps.

M. WISSOCQ : Merci M. DEMULE pour l'apport de ses informations.

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence « gestion des eaux pluviales urbaines », il est apparu nécessaire que la commune de Nesle devienne propriétaire des parcelles sur lesquelles sont implantés des ouvrages de gestion des eaux pluviales, afin de pouvoir en assurer directement l'entretien et la gestion. Pour ces mêmes raisons, la commune a, par ailleurs, exprimé le souhait, de récupérer les voiries intercommunales des rues suivantes : rue des Résistants, rue Blondel de Nesle, rue Léonce Leroy, rue Germaine Vallet et rue Marie Curie.

Cette délibération permet d'approuver le transfert de propriété de ces terrains à la commune vise à garantir une gestion de proximité plus efficace des équipements et à assurer la pérennité de leur bon fonctionnement au service de la sécurité publique et de la maîtrise des eaux pluviales.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L3112-1 et suivants,

Vu les statuts de la communauté de communes de l'Est de la Somme,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe),

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique en date du 08 septembre 2025,

Vu les avis des domaines :
- 2025-80585-49917 (AD 307),
- 2025-80585-49788 (AD 23, 24, 25)
- 2025-80585-56759 (AD 422)
- et le dossier n° 26130962 (AD 424, 425, 426, 427, 429) déposé le 03/09/2025,

Considérant que l'article L.2241-1 du CGCT précise que l'avis des domaines « est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de ce service »,

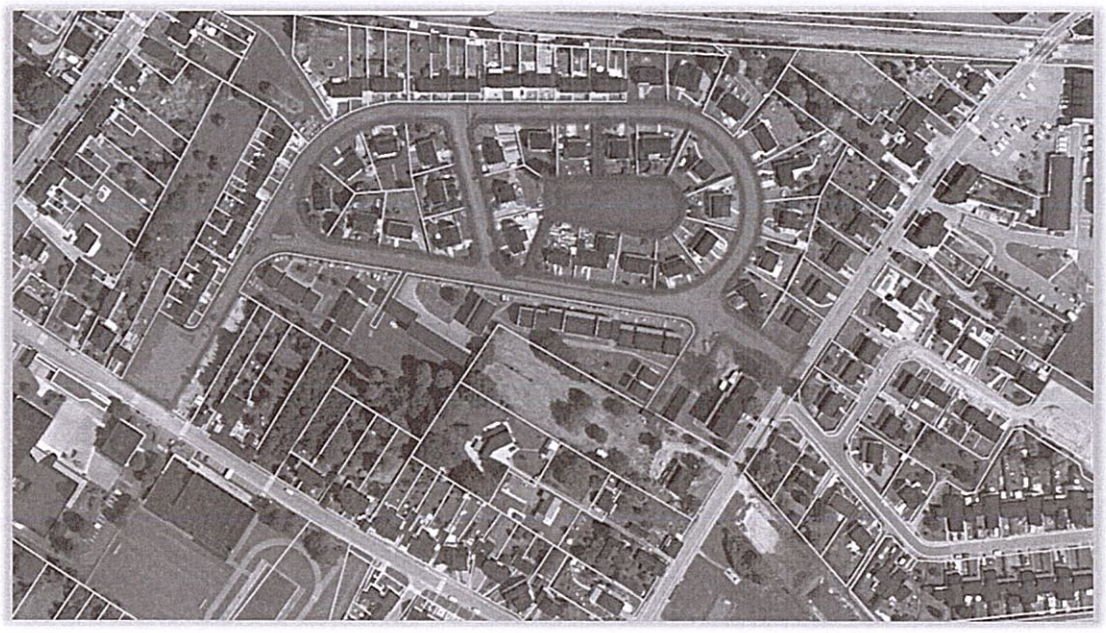
Considérant que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme souhaite céder les parcelles AD 307 et AD 23, AD 24, AD 25, AD 422, AD 424, AD 425, AD 426, AD 427, AD 429 situés sur la commune de Nesle,

Considérant que la parcelle AD 307 a une superficie de 15 039 m² et que les parcelles AD 23, AD 24, AD 25, AD 422, AD 424, AD 425, AD 426, AD 427, AD 429 (unité foncière) ont une superficie totale de 17 843 m².

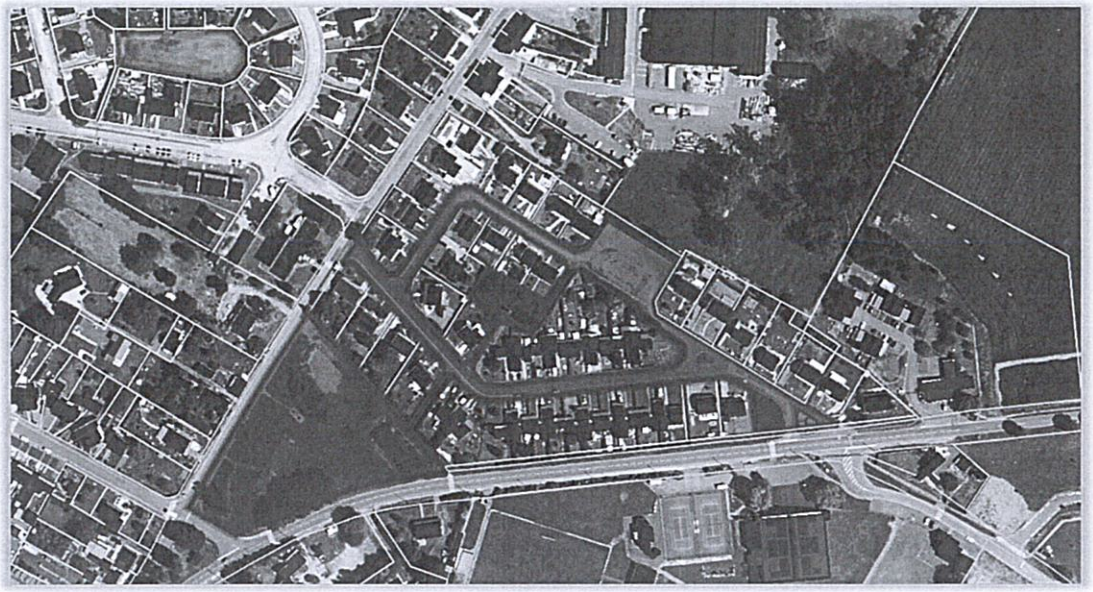
Considérant que le prix de vente a été fixé à un euro symbolique par unité foncière, soit un montant total de deux euros,

Considérant que la vente est réalisée au profit de la commune de Nesle,

AD 307 :



AD 23, AD 24, AD 25, AD 422, AD 424, AD 425, AD 426, AD 427, AD 429 :



Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

.approuve la cession, à la commune de Nesle, des parcelles AD 307 et AD 23, AD 24, AD 25, AD 422, AD 424, AD 425, AD 426, AD 427, AD 429 situées sur la commune de Nesle, au prix de l'euro symbolique pour chacune des 2 unités foncières,

.autorise le Président ou le Vice-Président, M. Jean-Marc WISSOCQ, à signer tout acte nécessaire à la réalisation de cette cession et à prendre toutes les mesures pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-144
DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA PARCELLE AC 306 A EPPEVILLE

La Communauté de Communes envisage la cession d'une parcelle (AC 306) constituant actuellement un accès à une propriété appartenant à une société sur la commune d'Eppeville. Cette dernière a exprimé le souhait d'acquérir ladite parcelle afin de pouvoir fermer cet accès en raison de problèmes récurrents d'incivilités. L'intégration de cette parcelle à la propriété de l'entreprise permettra en outre de garantir la conformité du projet de construction d'un futur bâtiment sur les parcelles AC 305 et AC 307 au regard des règles d'urbanisme en vigueur. Pour céder cette parcelle, la communauté de communes se doit de respecter la procédure réglementée par le CG3P et ainsi déclasser et désaffecter le bien.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2111-1 et suivants relatifs à la domanialité publique et son article L2141-1,

Considérant que la parcelle AC 306 située à Eppeville ne présente pas d'intérêt à l'exercice d'un service public et qu'elle n'est plus affectée à un usage direct du public,

Considérant que la parcelle est actuellement utilisée de manière accessoire par les employés d'une société attenante et que sa désaffectation n'a aucune conséquence sur la circulation des autres riverains,

Considérant qu'il y a donc lieu de procéder à la désaffectation de ladite parcelle et à son déclassement du domaine public afin qu'elle entre dans le domaine privé de la Communauté de communes,

Considérant qu'à l'issue de cette procédure, la Communauté de communes pourra envisager la cession de cette parcelle,

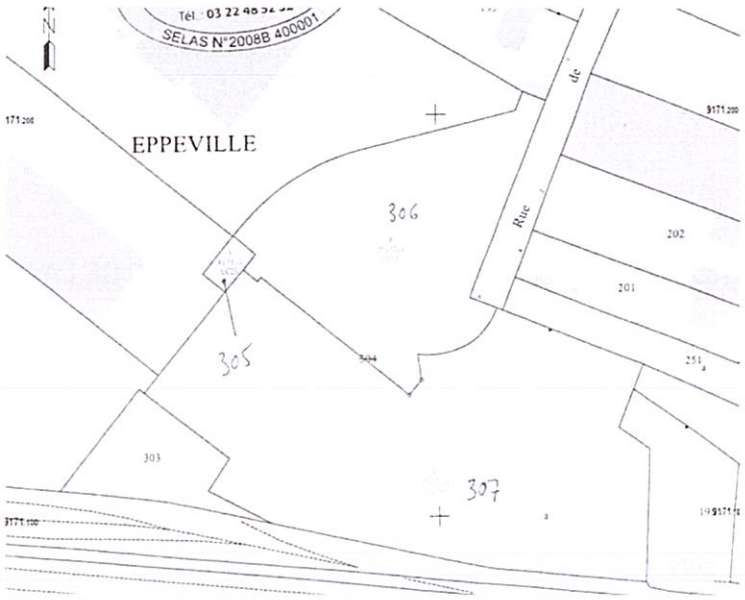
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. LEPERE Didier),

Article 1 : constate la désaffectation de la parcelle AC 306 située Rue de la Clouterie à Eppeville,

Article 2 : prononce le déclassement du domaine public de ladite parcelle AC 306,

Article 3 : autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la vente de cette parcelle.



Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-145
CESSION DE LA PARCELLE AC 306 SUR EPPEVILLE

La Communauté de Communes envisage de céder la parcelle AC 306, qui constitue l'accès à l'ancienne friche Armatures du Nord, ensemble foncier appartenant à une société privée. Celle-ci a exprimé le souhait d'acquérir cette parcelle afin de pouvoir fermer cet accès, en raison d'incivilités récurrentes.

L'intégration de cette emprise à la propriété de l'entreprise permettra également de garantir la conformité du projet de construction d'un futur bâtiment sur les parcelles AC 305 et AC 307 au regard des règles d'urbanisme en vigueur.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu l'appel à candidature lancé pour la commercialisation des dernières parcelles de la friche industrielle "Armature du Nord",

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique en date du 27 janvier 2025,

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique en date du 08 septembre 2025,

Vu la consultation des domaines et le dossier n°26383165 déposé le 12/09/25,

Considérant que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme souhaite céder la parcelle AC 306, situées sur la commune d'Eppeville, pour permettre la gestion du flux des employés et le développement économique du site,

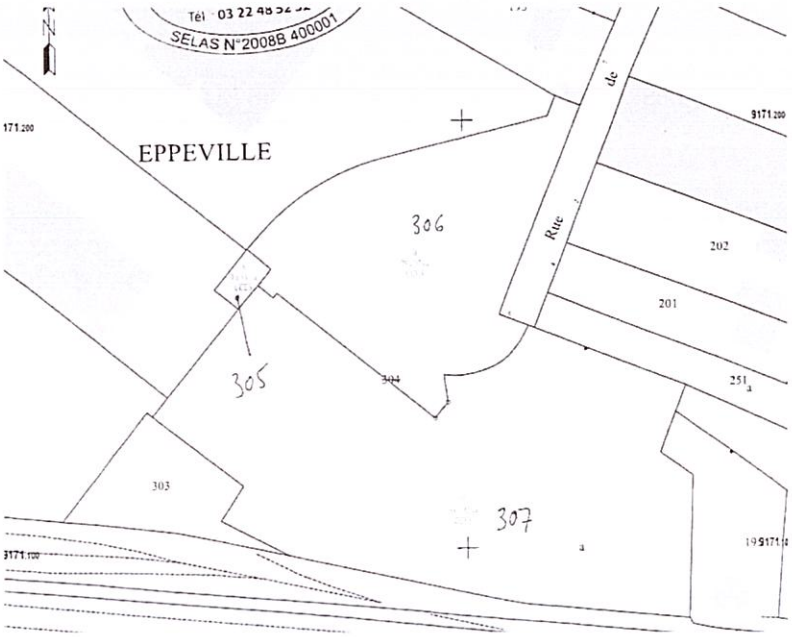
Considérant que cette parcelle constitue la dernière opportunité foncière sur le site de la friche "Armature du Nord",

Considérant que la parcelle AC 306 a une superficie de 2992 m²,

Considérant que le prix de vente a été fixé à 20 € HT/m², représentant un montant total de 59 840 € net vendeur,

Considérant que la vente est réalisée au profit de la SCI 6 rue de la Clouterie (943 259 879),

Considérant que les frais notariés afférents à cette cession seront intégralement pris en charge par l'acquéreur,



Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. LEPERE Didier),

. approuve la cession de la parcelle AC 306, situées sur la commune d'Eppeville, au profit de la SCI 6 rue de la Clouterie, au prix de 20 € HT/m², soit un montant total de 59 840 € net vendeur,

. précise que les frais notariés afférents à cette vente seront intégralement pris en charge par l'acquéreur,

. autorise le Président ou le Vice-Président, M. Jean-Marc WISSOCQ, à signer tout acte nécessaire à la réalisation de cette cession et à prendre toutes les mesures pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-146
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
SERVITUDE DE PASSAGE PARCELLE AC 306 - GRDF

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9, L. 2241-1 et suivants,

Vu le Code civil, notamment ses articles 682 et suivants relatifs aux servitudes de passage,

Vu la demande présentée par GRDF sur la commune de Eppeville, sollicitant la création d'une servitude de passage sur la parcelle AC 306, appartenant à la Communauté de communes,

Vu le plan cadastral et le plan de situation annexés,

Considérant que la parcelle communautaire cadastrée section AC 306 située sur la commune d'Eppeville,

Considérant que la servitude sollicitée est nécessaire pour l'installation et l'intervention éventuelle sur une canalisation de gaz,

Considérant que cette servitude n'affecte pas l'usage normal du bien communautaire et présente un intérêt limité pour la collectivité,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. autorise la création d'une servitude de passage sur la parcelle cadastrée section AC 306, appartenant à la Communauté de communes de l'Est de la Somme au profit de la société GRDF.

.autorise le Président à signer la convention de servitude de passage relative à la parcelle AC 306.

. prend acte des éléments composants la servitude qui sont annexés à la présente délibération.

. consent à cette servitude à titre gratuit.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-147
CANAL SEINE NORD EUROPE
ADHESION A L'ASSOCIATION ALLIANCE SEINE ESCAUT 2025

L'alliance Seine Escaut est une association, fondée en octobre 2020, anciennement connue sous l'appellation Association Seine Nord Europe, qui rassemble les acteurs (élus et décideurs territoriaux, acteurs consulaires, organisations portuaires, entreprises) engagés de la réalisation du Canal Seine Nord Europe ayant un intérêt au développement du transport fluvial le long du futur Canal Seine Nord Europe.

Cette association permet à la collectivité d'alimenter ses réflexions sur les axes suivants :

- *Développer en Europe le transport fluvial, mode de transport plus écologique,*

- *Renforcer la compétitivité des productions agricoles et industrielles grâce à un coût de transport réduit,*
- *Améliorer l'attractivité des territoires desservis et favoriser la création d'emplois,*
- *Créer de nouvelles activités industrielles bord à canal, au sein des ports intérieurs situés sur la liaison et sur les futures plateformes logistiques de Noyon, Nesle, Péronne et Marquion-Cambrai,*
- *Augmenter le potentiel des ports maritimes par de nouveaux débouchés de navigation,*
- *Réduire l'impact environnemental du transport de marchandises.*

C'est à ce titre que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme a été conviée lors de réunions afin d'aborder ces thématiques, qui sont pleinement pertinentes pour le devenir et le développement du territoire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la compétence Développement économique de la collectivité,

Vu la proposition d'adhésion à l'alliance Seine Escaut pour l'année 2025,

Considérant l'intérêt communautaire que présente l'adhésion à cette association afin d'accompagner le développement du Canal Seine Nord Europe sur le territoire de la Communauté de l'Est de la Somme,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 43 voix pour, 13 voix contre (MM. BARBIER Marc, CARPENTIER Pierre, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Luciane, MM. HAY Francis, LEFEBVRE Eric, Mmes LEFEVRE Sandra, POLIN Justine, M. SLOSARCZYK Florian, Mme VASSEUR Julie, M. ZOIS Christophe, Mme ZURICH Christine), 3 abstentions (MM. FRISON Fabrice, LALOI François, MEREL Michel),

Article 1 : approuve l'adhésion à l'association ALLIANCE SEINE ESCAUT pour l'année 2025 en contrepartie d'une cotisation d'un montant de 1000 €,

Article 2 : autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-148
ADOPTION DU PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ SOLIDAIRE (PAMS)

M.DUCAMPS : Je n'ai pas compris le rôle futur de ce « truc » là.

M. RIOJA : C'est le fait d'organiser sur l'ensemble du territoire que ce soit, l'Aisne, la Somme et les autres qui dépendent de la région, la mobilité qu'elle soit douce et tous types de déplacement possible. Voilà.

M. DUCAMPS : C'est encore une invention administrative. Donc on peut voter contre en fait.

M. RIOJA : On est bien d'accord. Mais c'est comme ça.

La loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 a introduit une nouvelle approche de la mobilité au niveau local, fondée sur la coopération entre les acteurs publics, afin de favoriser la mobilité pour tous, notamment des publics vulnérables. Dans ce cadre, l'État, la Région Hauts-de-France et les Départements de la Somme et de l'Aisne ont engagé l'élaboration d'un Plan d'Actions en faveur de la Mobilité Solidaire (PAMS) à l'échelle du bassin de mobilité du Saint-Quentinois.

Ce plan s'appuie sur une large concertation menée entre 2023 et 2025 réunissant les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM), les Communautés de communes et d'agglomération, ainsi que les partenaires institutionnels et associatifs impliqués dans les politiques de mobilité, d'insertion, de formation et d'emploi. Il est à préciser que la Région est AOM de substitution pour la CC Est de la Somme.

L'objectif du PAMS est de développer une offre de mobilité solidaire cohérente et coordonnée sur l'ensemble du bassin, en améliorant la lisibilité des dispositifs existants, la coopération entre acteurs, et l'accès à la mobilité pour les personnes les plus fragiles. Il s'articule autour de quatre grands enjeux :

- *La valorisation des services de mobilité et la diffusion de l'information,*
- *Une meilleure coordination des acteurs et complémentarité des offres,*
- *Le développement de solutions de mobilité adaptées aux différents publics (jeunes, seniors, personnes à mobilité réduite, etc.),*
- *L'accès à l'emploi et l'accompagnement des projets structurants, notamment le Canal Seine-Nord Europe.*

Ce PAMS fait l'objet d'une validation par chaque collectivité signataire avant sa signature officielle.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code des transports, et notamment son article L.1215-3,

Vu la délibération n°2022.00164 du 27 janvier 2022 du Conseil régional des Hauts-de-France,

Vu la délibération n°2025.00409 du 20 mars 2025 du Conseil régional des Hauts-de-France,

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 27 octobre 2025,

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, par 41 voix pour, 15 voix contre (MM. BARBIER Marc, CARPENTIER Pierre, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Luciane, MM. DUCAMPS Thomas, FRIZON Hervé, HAY Francis, LALOI François, Mme LEFEVRE Sandra, MM. LEGRAND Eric, LEPERE Didier, Mme VASSEUR Julie, M. ZOIS Christophe, Mme ZURICH Christine, 3 abstentions (MM. FRISON Fabrice, MEREL Michel, PECRIAUX Lucas,

. approuve le Plan d'action commun en matière de mobilité solidaire du bassin de mobilité Saint-Quentinois, annexé à la présente délibération,

. Autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-149
CONVENTION TRIANNUELLE AVEC LE CHANTIER DEPARTEMENTALE « LA BRIGADE VERTE » AVEC ADI SOMME

M. FRIZON : Cette brigade va être fléchée vers les communes ou c'est pour la COM de COM ?

M. RIOJA : Quand tu dis pour la COM de COM, c'est quand même pour les communes. Mais oui c'est pour la COM de COM.

M. FRIZON : Nous pourrons en bénéficier de cette brigade ?

M. RIOJA : Non. C'est pour tous les chemins ruraux.

M. FRIZON : C'est ce que je pensais.

M. RIOJA : Merci Hervé.

Dans le cadre de sa politique d'insertion et de développement de l'emploi local, la Communauté de communes de l'Est de la Somme (CCES) s'attache à soutenir les actions favorisant le retour à l'emploi durable des personnes éloignées du marché du travail. À ce titre, un chantier d'insertion est mis en place depuis plusieurs années sur le territoire intercommunal, en partenariat avec des structures spécialisées dans l'accompagnement social et professionnel.

L'association ADI Somme, acteur reconnu de l'insertion par l'activité économique sur le département, a proposé de porter, pour le compte de la Communauté de communes, un chantier d'insertion départemental couvrant l'ensemble du territoire intercommunal. Ce dispositif permettra de mobiliser

douze personnes, allocataires du RSA ou chômeurs de longue durée, au sein d'une action d'insertion par l'emploi, tout en garantissant un accompagnement social et professionnel renforcé.

La convention conclue avec ADI Somme précise les modalités de mise en œuvre et de financement du dispositif. Elle prévoit notamment que l'association assurera l'embauche, le suivi administratif et social des salariés ainsi que la prise en charge du coût de poste des encadrants techniques. La participation financière de la Communauté de communes s'élève à 85 581,83 € TTC par an, soit le même coût pour la convention 2022/2025. En cas d'évolution des conditions de prise en charge ou de remboursement par l'État des contrats aidés, la CCES s'engage à compenser la part non financée des salaires des bénéficiaires.

Cette convention est conclue pour une durée de trois ans, couvrant la période du 1er septembre 2025 au 31 août 2028.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la communauté de communes de l'Est de la Somme,

Considérant la proposition de l'association ADI Somme de porter pour le compte de la communauté de communes de l'Est de la Somme le chantier d'insertion sur le territoire

Considérant la proposition de convention annexée à la présente et portant sur la mise en œuvre d'un chantier départemental sur l'ensemble du territoire de la CCES, celle-ci prévoit :

-de faire bénéficier 12 personnes, allocataires du RSA ou chômeurs de longue durée, d'une action d'insertion par l'emploi.

- ADI Somme assurera l'embauche, le suivi social, le suivi administratif et prendra à sa charge le coût de poste des encadrants techniques.

-la participation financière s'élève à un coût total annuel de 85 581.83 euros.

-dans le cas où les conditions de prise en charge et de remboursement des salaires, par l'Etat, des personnes en contrat aidé viendraient à changer, la Communauté de communes de l'Est de la Somme s'engage à prendre en charge, le pourcentage des salaires qui ferait défaut

-la convention est conclue pour une durée de trois ans et couvre la période du 1er septembre 2025 au 31 août 2028.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 abstention (Mme ZURICH Christine),

. autorise le Président à signer la convention 2025-2028 avec ADI Somme pour l'organisation et le financement du chantier Départemental d'Insertion « La brigade verte »,

. autorise le Président à prendre toutes mesures utiles à la mise en œuvre de cette convention.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-150

SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES ATTRIBUEES DANS LE CADRE D'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SPORTIVES 2025

Mme POLIN : C'est peut-être une erreur dans la délibération, mais je m'étonne aujourd'hui nous sommes le 17 novembre et les associations avaient jusqu'au 17 novembre pour déposer leurs pièces justificatives.

M. RIOJA : Effectivement c'est une erreur qui n'a pas été corrigée dans la note de synthèse. C'est bien octobre et non novembre.

M. PECRIAUX : Je vous remercie de penser aux intérêts de mon club, puisque je découvre ce soir que vous voulez me donner ce soir 1 377.63 €. En réalité je n'ai pas déposé de dossier, il y a une erreur, il s'agit du judo club Hamois et non pas Neslois.

M. RIOJA : Nous vérifions tout de suite. Effectivement, nous rectifions.

Comme chaque année, la CCES attribue aux associations sportives des subventions pour les accompagner dans l'organisation de leurs manifestations sportives.

Les associations avaient jusqu'au 17 octobre 2025 pour déposer leurs dossiers sur la plateforme mise à disposition par la collectivité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Sur avis favorable de la commission « Affaires Sportives » du 04 Novembre 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 ne prend pas part au vote M. BOITEL Francis),

.accorde les subventions suivantes :

Association	**Manifestation(s)**	**Montant accordé**
24h NON-STOP EPPEVILLE	24h Non-stop + Circadienne	1 100.00 €
CLUB DE TIR A L'ARC NESLOIS	Tir au Bersault	300.00 €

AS PAYS NESLOIS	Tournoi jeunes	907.62 €
CKCH	Sélectif National descente	3 000.00 €
JUDO CLUB HAMOIS	Compétition jeunes fédérale	1 377.63 €
PETANQUE HAMOISE	Championnat Régional + Championnat Départemental vétéran	1 432.09 €
LES PECHEURS HAMOIS	Championnat national D2	200.00 €
RC97	7ème et 10ème manche du championnat de ligue	1 200.00 €
US HAM TRIATHLON	Raid multisport	1 500.00 €
	TOTAL	**11 017.34 €**

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-151
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME 2025
24H NON-STOP D'EPPEVILLE

M. DEMULE : En sachant que c'est une enveloppe globale qui est distribuée, le fait de verser une subvention avec un délai de retard, a un impact ou non sur les subventions de fonctionnement votées dernièrement pour toutes les autres associations ?

M.RIOJA : Bonne question. Non il n'y a pas de rajout.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Conformément aux règles d'attributions des subventions sportives,

Considérant que le renouvellement du bureau des 24h Non-Stop d'Eppeville en cours de campagne de subvention n'a pas permis à l'association de déposer leur dossier dans le délai imparti,

Sur avis favorable de la commission sport en date du 04 Novembre 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

.accorde l'attribution de cette subvention de fonctionnement, d'un montant de 1 853.75 €, à l'association des 24h Non-Stop d'Eppeville au titre de l'exercice 2025.

.autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-152
AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION ET A L'UTILISATION DES GYMNASES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

M. DEMULE : Pour bien comprendre, il s'agit en conséquence de faire payer par exemple la ville de HAM ou la ville de NESLE pour l'utilisation par ses écoles des gymnases ?

M. RIOJA : La commune de NESLE et la commune de HAM sont déjà concernées par le système. Il s'agit simplement d'autoriser les autres écoles pour utiliser les gymnases à condition qu'il y ait des créneaux.

M. ZOIS : Est-ce que les communes de HAM et NESLE paient l'accès à ses gymnases ? et que les autres vont elles aussi participer ?

M. DEMULE : Si j'ai bien compris, Il y a déjà une délibération qui a été prise pour faire payer l'utilisation des gymnases intercommunaux aux communes de HAM et NESLE pour leurs écoliers. Et cette délibération serait le même principe pour les autres communes, donc les autres écoles qui viendraient utiliser les gymnases ?

M.RIOJA : Oui c'est bien ça.

M. DEMULE : Effectivement il y a eu une délibération qui avait été prise pour HAM et NESLE, j'étais absent ce jour-là. Soit j'assume. De mon côté, je ne passerai pas au conseil municipal le vote m'autorisant à financer l'utilisation du gymnase intercommunal par mon école. Sur le même principe, je ne voterai pas pour que ce dispositif soit le même pour les communes voisines.

M. RIOJA : Vous êtes tout à fait libre d'agir comme vous le souhaitez M. le Maire.

M. LALOI : La convention qui fait payer les communes HAM et NESLE pour l'utilisation des gymnases intercommunaux, vont servir pour les enfants de l'intercommunalité. Donc je comprends bien qu'il y ait un coût de fonctionnement, mais on fait payer pour des élèves intercommunaux ? Il y a quelque chose d'un peu dérangeant.

M. RIOJA : Le tout gratuit, n'a jamais été bénéfique à personne. Ceux-ci étant, cela ne date pas d'aujourd'hui, on ne fait que rajouter, le fait de permettre à certaines associations l'utilisation des gymnases, si les créneaux le permettre.

M. LALOI : Mais les associations ont une utilisation des gymnases gratuite ?

M. RIOJA : Non.

M. LALOI : Je suis très étonné.

M. RIOJA : On me dit que oui, pour les associations c'est gratuit.

M. LALOI : Donc les associations qui ont des adhérents intercommunaux utilisent les gymnases intercommunaux gratuitement, Et les élèves intercommunaux de nos communes utiliseraient des gymnases intercommunaux à titre payant. C'est curieux.

M. RIOJA : Oui, les communes participent à l'effort. Je suis conscient de cela. Mais il faut bien aider les associations dans la mesure du possible. Je dis bien s'il n'y a pas de créneaux, ils ne pourront pas venir.

M. DEMULE : Ce qui me perturbe, Pour connaitre l'histoire du gymnase de NESLE, je ne vais pas parler pour celui de HAM, le gymnase de NESLE a été construit à l'époque du SIVOM avec les contributions qui ont été versées par les communes. J'en conclu tout de même que le gymnase de NESLE a été construit par l'argent des communes. Et aujourd'hui on demande encore aux communes de contribuer pour l'utilisation de ses locaux par les enfants de nos communes. Dans le même principe, il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que la ville de NESLE mettre en place une convention pour l'utilisation du domaine public pour l'installation d'apport volontaire par exemple ? Cela m'aiderait pour permettre de récupérer l'agent que l'on va me prendre pour l'utilisation des gymnases ?

M. RIOJA : C'est vous qui voyez. Pourquoi pas. Moi je ne le vois pas dans ce sens-là. Je vois que l'on ouvre quand même au plus déshérité, la possibilité de faire un peu de sport dans nos gymnases voilà.

Une Intervention inaudible.

M. DEMULE : Pour les collèges, c'est le conseil départemental depuis de très nombreuses années, effectivement paie mais sur l'entièreté du département de la somme.

M. RIOJA : Tout à fait.

Afin d'harmoniser les conditions d'accès aux gymnases Communautaires il est proposé d'étendre le principe de conventionnement avec les établissements scolaires pour l'utilisation des Gymnases à toutes les structures, hors associations sportives, utilisant les Gymnases Communautaires (CEF, AIDEC, ITEP, Ecole Flamme, etc...).

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2024-197 en date du 19 décembre 2024 relative à la convention de mise à disposition et à l'utilisation des gymnases intercommunaux pour la mise en œuvre des programmes d'éducation physique et sportive des établissements scolaires,

Vu l'avis favorable de la commission Sports du 04 Novembre 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 19 voix pour, 32 voix contre (MM. BARBIER Marc, BLONDELLE Pascal, Mmes CHAPUIS-ROUX Elodie, COULON Stéphanie, DELEFORTRIE Luciane, MM. DEMULE Frédéric, DESACHY Christophe, FORMAN Nicolas, FRISON Fabrice, FRIZON Hervé, Mme GENSE Caroline, MM. HAY Francis, LALOI François, LEFEBVRE Eric, LEFEVRE Philippe, Mme LEFEVRE Sandra, MM. LEGRAND Eric, LEPERE Didier, Mme MERCIER MARIE-Estelle, MM. MEREL Michel, ORIER Francis, PECRIAUX Lucas, Mmes POLIN Justine, POLLARD Corinne, POTURALSKI Patricia, RAGUENEAU Françoise, MM. SLOSARCZYK Florian, SLOSARCZYK Eric, Mmes TOTET Fanny, VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe), 7 abstentions (MM. CARPENTIER Pierre, DE WITASSE THEZY Charles, MARTIN Michel, PINCHON Jacques, VASSENT Christophe, VINCHON André-Patrick, Mme ZURICH Christine), 1 n'a pas pris part au vote (M. DUCAMPS Thomas),

.n'étend pas le champ d'application de la délibération 2024-197 à toutes les structures, hors associations sportives, utilisant les gymnases communautaires,

. n'autorise pas le Président à signer la convention relative à la mise à disposition des Gymnases,

. n'autorise pas le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-153
ATTRIBUTION DU MARCHE DE COLLECTE DES DECHETS

M. ZOIS : Il y avait deux tours de collecte des déchets à HAM, il n'y en a plus qu'un. Cela veut dire que les prix sont à la baisse ?

Mme SPRYSCH : Non, on sort un tout petit peu au-dessus de ce qui était avant. On avait un coût à l'année de 610 000.00 € et donc on arrive à se maintenir à 612 000.00 €. Malgré le fait d'avoir réduit, on arrive à limiter la hausse très fortement. Puisque l'on avait tenté d'autres publications de marchés, à chaque fois on abandonnait, c'est la troisième publication pour arriver à maintenir les coûts le plus stable possible. On est en train de travailler sur le calendrier de collecte qui sera remis à l'ensemble des habitants pour être le plus compréhensible possible puisqu'il y aura des modifications dans les jours.

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la consultation lancée par la collectivité, sous la forme de la procédure de l'appel d'offre conformément à l'article L.2124-2 du Code la Commande Publique, pour les prestations de collecte des déchets ménagers et assimilés des années 2026 à 2030 – « Collecte en porte à porte, des ordures ménagères résiduelles, des déchets d'emballages ménagers recyclables et des journaux revues magazines sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme »

Vu l'avis d'appel public à concurrence publié sur le BOAMP n°25-86550, le 30/07/25, sous la référence 2026_COLLECT_DECHET ainsi que sur la plateforme acheteur,

Vu l'avis rectificatif publié sur le BOAMP n°25-93553 du 21/08/25 visant à allonger la date de remise des offres,

Vu la date limite de remise des offres au 29 septembre 2025 à 12h00,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres relative à l'ouverture des plis en date du 13 octobre 2025 à 14h00,

Vu le rapport d'analyse des offres,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 28 octobre 2025 à 15h relative à l'attribution du marché, proposant de retenir la société suivante :

OBJET	SOCIETE	MONTANT ESTIMATIF
LOT 1 : prestations de collecte des déchets ménagers et assimilés (base 84 mois)	GURDEBEKE SA	4.287.290€ HT

Vu l'avis favorable de la commission Développement durable du 28 octobre 2025,

Le conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. autorise le Président à signer les pièces nécessaires pour la mise en œuvre de cette prestation,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-154
AVENANTS – MARCHE PUBLIC DE GARDIENNAGE ET ENTRETIEN DES DECHETTERIES

Vu le marché de gardiennage et d'entretien des déchetteries communautaires 2019GARDECH, notifié à la société COVED le 07 novembre 2019, pour un début d'exécution au 1er décembre 2019, pour le lot n°1 « gardiennage et entretien de la déchetterie de Ham » et le lot n°2 « gardiennage et entretien de la déchetterie de Nesle » ;

Vu l'article 1.4 du CCAP stipulant une durée de 4 ans, renouvelable 2 fois un an ;

Vu la consultation référence 2025_EXPLOIT_DECHET mise en ligne le 30 juillet 2025 (BOAMP n°25-86554) avec une date limite de remise des offres au 19 septembre 2025 à 12h00;

Vu l'avis BOAMP rectificatif n°25-93555, publié le 21 août 2025 et prolongeant la date limite de remise des offres au 29 septembre 2025 à 12h00;

Vu le procès-verbal de l'ouverture des plis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 13 octobre 2025;

Vu le procès-verbal d'attribution de la Commission d'Appel d'Offres en date du 28 octobre 2025, déclarant l'offre de Paprec sans suite pour les raisons suivantes :
- Insuffisance de concurrence ;
- Prix trop élevé de la seule offre reçue

Vu l'échéance contractuelle du marché actuel prévue au 30 novembre 2025 et la nécessité de maintenir le service rendu aux administrés du territoire ;

Vu l'avenant de prolongation du marché actuel en annexe, permettant de couvrir le délai de la nouvelle consultation du marché d'exploitation des déchetteries ;

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. autorise le Président de signer l'avenant n°1 du lot 1 et l'avenant n°2 du lot 2, annexés à la présente délibération, du marché de gardiennage et entretien des déchetteries (référence 2019GARDECH), destinés à prolonger de 12 mois le marché actuel ;

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme

2025-155
CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
CONCESSION DE SERVICES POUR L'EXPLOITATION DES UNITES TECHNIQUES – COLLECTE, TRANSPORT ET TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA CCES

M. LEGRAND : J'avais appuyé depuis quelques temps sur l'étude nécessaire au comparatif entre une gestion en régie et une gestion en DSP. Cela a été fait. Certes un peu tard puisque de toute façon on ne pouvait plus mettre en place une régie en quelques mois. Effectivement l'étude montrait des coûts similaires en disant que l'on était probablement trop petit pour organiser une régie rapidement et peut être même sur le long terme. Ce que l'on peut regretter, c'est que le cabinet n'a pas eu pour mission d'étudier un rapprochement avec d'autres collectivités, mais là aussi il était un peu tard. Vous disiez que le prix est approximativement le même. Est-ce que vous avez une analyse car moi j'en ai fait une rapide, mais je ne voudrais pas me tromper, savoir si le prix est le même ou pas et en fonction des secteurs. Sauf erreur de ma part, les prix vont être les mêmes maintenant que l'on a plus qu'un délégataire sur l'ensemble du territoire, alors qu'aujourd'hui, il y avait trois ou quatre tarifs, c'est bien cela ?

Mme SPRYSCH : Oui. Il y en avait trois.

M. LEGRAND : Conclusion ?

Mme SPRYSCH : Sur le rapport qui était joint. Nous sommes à 1.4788 € plus une part fixe à 50.00 € pour une facture de 120 M3. La facture serait à 227.46 €.

M. LEGRAND : Pour tout le monde ?

Mme SPRYSCH : Oui.

M. LEGRAND : Le prix sera à peu près identique ?

Mme SPRYSCH : Oui.

M. LEGRAND : Pour les autres communes, il y aura une baisse ?

Mme SPRYSCH : On avait fait des comparatifs mais je ne les ai pas en tête.

M.LEGRAND : Le concessionnaire a bouclé en facturant le prix actuel qui est pratiqué sur le territoire de HAM et donc en baissant entre 10 et 25 % suivant les autres collectivités le tarif. C'est bien ça ?

M. RIOJA lève la séance.

Le Directeur donne les précisions que M. LEGRAND demandait.

Reprise de la séance part M. RIOJA.

M. LEGRAND : Je n'ai pas souvenir que l'on ait voté ce type de délibération. Je ne sais pas si vous imaginez, c'est pire que le budget, le risque que vous prenez ce soir en mettant en voix cette délibération. Imaginez que ce ne soit pas accepté, ce qui serait irresponsable complètement. En fait je considère que l'on n'a pas le choix et que finalement par rapport au délai, je n'imagine pas qu'au 1er janvier nous n'ayons plus de service. Et donc c'est plutôt une décision du Président, je n'ai jamais vu voter ce type de décision, effectivement il y a une commission qui s'est prononcée, il y a un président qui a les délégations pour choisir. Si ce soir de toute façon c'était rejetée, ce qui serait difficilement responsable, derrière, vous êtes obligés de prendre une décision pour finalement adopter cette mesure. Donc je ne comprends pas tellement le vote. Mais c'était juste une question de forme. En fait on n'a pas le choix ce soir.

M. RIOJA : On a toujours le choix M. le Maire. Mais le problème, cela a été fait vraiment d'une façon, dans l'intérêt général de la collectivité et les cabinets qui nous ont suivi sur cette affaire, sont des cabinets de hautes voltiges, à la hauteur de la tâche. Donc je considère que le travail qui a été fait, est cohérent avec nos besoins et avec les besoins de la collectivité quoiqu'il en soit.

M. LEGRAND : Non M. le Président je n'ai absolument pas dit le contraire. Le travail était de qualité. Je dis simplement que l'on n'a pas le choix. Si c'était rejeté, vous n'auriez pas le choix de prendre la décision seul. En fait.

Mme SPRYSCH : Simplement, le mode de gestion a été quand même délibéré au mois d'avril. Donc on avait été d'accord sur le mode de gestion, donc forcément la consultation a été lancé dans ce sens.

M. LEGRAND : J'ai juste une remarque sur la forme, je suis surpris que l'on ait cette délibération à l'ordre du jour. Je n'ai jamais vu de mémoire et même dans les autres collectivités, je lis beaucoup de compte rendu et même pour des montant extrêmement important, je n'ai jamais vu ce type de délibération passée au conseil municipal au regard du risque qui est pris.

M. RIOJA : Il n'y a pas de risque particulier sauf de bloquer le système vous le disiez à très juste titre, mais ce n'est pas pour autant que l'on passe cette délibération dans le but de la passer en force pas du tout. Elle est faite dans l'intérêt de la collectivité donc de nous tous.

M.DEMULE : Je crois que l'intervention du maire de HAM a été mal comprise. En fait sur le principe, il n'est pas opposé, il dit juste qu'il aurait suffi simplement d'une décision du président et pas forcément d'un vote. Moi je l'ai compris comme ça.

M. RIOJA : Je n'ai pas de délégation pour ces montants importants.

M. LEGRAND : Bon, à vérifier.

Mme SPRYSCH : C'est simplement qu'il n'y a pas la délégation. Au prochain président, il faudra lui donner cette délégation.

M.RIOJA : Merci à tous pour vos interventions.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les articles R.1411-1 et suivants,

Vu le Code de la Commande Publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018,

Vu la procédure de consultation, publiée sur le BOAMP sous l'annonce n°25-49062 du 1er mai 2025,

Vu la date de remise des offres fixée au 6 juin 2025 à 12h,

Vu le procès-verbal de la commission délégation de service public en date du 20 août 2025 qui a constaté l'ouverture des plis ainsi que les candidatures et les offres des sociétés VEOLIA et SUEZ,

Vu les négociations qui se sont déroulées le 27 août 2025, avec les sociétés VEOLIA et SUEZ,

Vu la date de remise des offres ultimes fixée au 1er octobre à 12h,

Considérant que les membres de la commission délégation de service public, en date du 28 octobre 2025, a émis un avis favorable d'attribution de la délégation de service public, au vu du rapport d'analyse des offres, au candidat suivant : SUEZ ;

Vu le rapport d'analyse des offres, délivré aux conseillers communautaires selon les prescriptions de l'article L.1411-5 du CGCT et de l'appréciation sur l'économie générale du contrat et du choix opéré par la commission délégation de service public ;

Vu l'avis favorable de la commission Développement durable en date du 28 octobre 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 53 voix pour, 1 abstention (M. MEREL Michel), 5 n'ont pas pris part au vote (Mme COULON Stéphanie, MM. DEMULE Frédéric, M. DUCAMPS Thomas, FORMAN Nicolas, PECRIAUX Lucas),

. autorise le Président à signer le contrat de délégation de service public avec le délégataire Suez, annexé à la présente délibération,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-156
CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE
CHANTIER RUE LECLERC A EPPEVILLE

La commune d'Eppeville doit réaliser d'importants travaux de gestion des eaux pluviales sur les rues du Maréchal Leclerc et du Marais, tandis que le SIAEP d'Eppeville–Esmery-Hallon doit procéder au renouvellement de son réseau d'alimentation en eau potable sur ces mêmes voies.

La Communauté de Communes de l'Est de la Somme (CCES), compétente en matière d'assainissement collectif, prévoit pour sa part le remplacement et le redimensionnement de ses ouvrages de collecte.

Afin d'assurer la cohérence technique et financière de l'ensemble du chantier, les trois collectivités avaient, par délibération n° 2024-22 du 8 février 2024, décidé de confier la maîtrise d'ouvrage à la CCES pour l'ensemble des travaux sur ce périmètre.

Depuis, la commune d'Eppeville a souhaité reprendre la maîtrise d'ouvrage directe des travaux de voirie qui seront réalisés à la suite de l'opération d'assainissement, de gestion des eaux pluviales et d'eau potable.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de préciser les modalités de financement entre les trois partenaires, notamment quant au circuit de paiement des entreprises et des appels de fonds entre collectivités.

La nouvelle convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, jointe en annexe à la présente délibération, reprend donc ces ajustements. La CCES demeure maître d'ouvrage délégué uniquement pour les travaux d'assainissement collectif, d'eaux pluviales et de distribution d'eau potable ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 2017-135 du 20 novembre 2017 arrêtant les statuts et compétences de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;
Vu la délibération n°2024-22 en date du 8 février 2024 relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage pour le chantier de la rue du maréchal Leclerc ;
Vu les termes de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2018 reconnaissant les statuts de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;
Considérant les conclusions de l'étude diagnostic des systèmes d'assainissement de la CCES ;
Considérant que ces mêmes conclusions ont été présentées et validées par les services de l'Etat à savoir l'Agence de l'Etat Artois Picardie et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Somme (Police de l'eau) ;
Considérant que ce programme pluriannuel de travaux a été présenté lors de la commission Assainissement en date du 8 février 2023 ainsi qu'en commission finances du 15 février 2023 ;
Considérant que ce programme pluriannuel de travaux a été voté en conseil communautaire en date du 24 mai 2023 conformément à la délibération 2023-125 ;
Considérant la nécessité de modifier la précédente convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, et en particulier l'article 7 ;

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. LEPERE Didier),

- abroge la délibération n° 2024-22 du 8 février 2024 relative à la convention initiale de délégation de maîtrise d'ouvrage,
- autorise le Président à signer la convention ci-annexée avec la Commune d'Eppeville et le SIAEP d'Eppeville Esmery-Hallon,

- autorise le Président à prendre toutes les mesures utiles à la mise en œuvre de cette convention et de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 20/11/2025

2025-157
AVENANT AU MARCHE DE TRAVAUX RUE DU MARECHAL LECLERC A EPPEVILLE DES LOTS 1 ET 2

Dans le cadre des travaux de reprise des réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales rue du Maréchal Leclerc à Eppeville, un marché public a été attribué par délibération n°2025-87 du 3 septembre 2025.

Ce chantier s'inscrit dans une opération partenariale conduite dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, conclue entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme (CCES), le Syndicat des Eaux et la commune d'Eppeville.

Afin de clarifier la lecture contractuelle des modalités de facturation et d'en garantir la cohérence avec les stipulations de cette convention, il est apparu opportun de procéder à un ajustement du marché. Cet avenant vise ainsi à préciser les conditions de transmission et de ventilation des factures entre la Communauté de communes, la commune d'Eppeville et le SIAEP, dans un souci de fluidité de gestion et de conformité avec les circuits de paiement dématérialisés, notamment via la plateforme CHORUS PRO.

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°2025-87 en date du 3 septembre 2025 portant sur l'attribution du marché des travaux rue du maréchal Leclerc,

Vu la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la CCES, le Syndicat des Eaux et la commune d'Eppeville,

Considérant la nécessité d'ajuster les clauses du marché aux modalités de facturation issues de ladite convention,

Le conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. LEPERE Didier),

. autorise le Président à signer les avenants n°1, annexés à la présente délibération, relatifs aux lots 1 et 2 du marché public de travaux de reprise des réseaux (eau potable, eaux usées et eaux pluviales) de la rue du Maréchal Leclerc à Eppeville,

. précise que lesdits avenants auront pour objet d'harmoniser les dispositions de l'acte d'engagement, du CCAP avec la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, notamment sur les modalités de présentation, ventilation et refacturation des paiements,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution des avenants.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

2025-158
RÉDUCTION DU LOYER DE LA MARPA POUR LES EXERCICES 2024 ET 2025

La Communauté de Communes de l'Est de la Somme est propriétaire du bâtiment loué à la MARPA des Blés d'Or de Matigny.

Pour la construction du bâtiment, deux emprunts avaient été contractés auprès de la Banque des Territoires : un premier d'une durée de cinquante ans destiné au financement du foncier, et un second d'une durée de quarante ans pour la construction du bâtiment.

Conformément à la convention d'occupation conclue avec la MARPA, le montant du loyer annuel est calculé sur la base du remboursement des annuités de ces deux prêts. Ces emprunts sont à taux révisable et indexés sur le taux du Livret A. A ce jour, le capital restant dû de ces 2 emprunts s'élève à 813 033.62€.

Or, l'augmentation importante du Livret A depuis 2022 a entraîné une hausse significative des annuités, et par conséquent des loyers refacturés à la MARPA. À titre d'exemple, le montant du loyer théorique s'élevait à 61 710,32 € en 2022, à 73 124,32 € en 2023, à 85 703,59 € en 2024 et atteint 91 746,20 € pour 2025.

La MARPA rencontre depuis plusieurs années des difficultés financières structurelles qui ne lui permettent pas de s'acquitter de la totalité de la redevance due. Ainsi, depuis 2018, la Communauté de Communes accorde chaque année une réduction de moitié du loyer, la collectivité prenant en charge le reliquat correspondant à la part non réglée par l'association.

En 2024, le loyer n'a pas pu être titré en raison d'une anomalie survenue dans le flux budgétaire lors de la clôture comptable, ce qui n'a pas permis d'émettre le titre de recette dans les délais. Il convient donc de régulariser cette situation dans le cadre de la présente délibération.

Il est proposé de réduire de 50% le loyer de la MARPA, pour les exercices 2024 et 2025. Ainsi, pour l'exercice 2024, le loyer sera ramené de 85 703,59 € à 42 851,80 €. Pour l'exercice 2025, le loyer sera réduit de 91 746.20 € à 45 873.10 €.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 53 voix pour, 5 abstentions (Mme COULON Stéphanie, MM. DEMULE Frédéric, FORMAN Nicolas, Mmes GENSE Caroline, TOTET Fanny), 1 n'a pas pris part au vote (Mme LARDOUX Catherine),

. approuve la réduction de loyer à hauteur de moitié des exercices 2024 et 2025, soit respectivement de 42 851.80 € et de 45 873.10€,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 20/11/2025

Séance levée à 20 heures 45

Le secrétaire de séance,

Catherine LARDOUX

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME 80400 EPPEVILLE

Le Président,

José RIOJA